



UNIL | Université de Lausanne

HEC Lausanne
Institut CREA

Étude réalisée par l'Institut CREA

Commerce de détail vaudois. Comment la branche résiste-t-elle à un environnement économique toujours plus hostile ?

Mathieu Grobéty et Laura Lupi
Janvier 2023



UNIL | Université de Lausanne

HEC Lausanne

Cette étude a été réalisée sur mandat du Trade Club Vaud. Nous tenons à remercier Messieurs Pascal Vandenberghe, Président, Damien Riedo, Vice-Président et Alain Chapuis, Secrétaire général du Centre Patronal, pour la confiance témoignée à l'égard de l'Institut CREA.

L'étude a bénéficié du concours précieux de nombreuses personnes. Nous tenons à exprimer notre reconnaissance et nos remerciements à :

Mesdames

Roxane Clerc, Secrétaire générale d'associations, Centre Patronal.

Dragana Djurdjevic, Directrice, Wüest Partner SA.

Messieurs

Roman Eugster, Head Acquiring Product Portfolio & Analytics, Worldline.

Winfried Koeniger, Professeur d'économie, Université de Saint-Gall.

Rafael Lalive, Professeur d'économie, Université de Lausanne.

Finalement, nous tenons à préciser que nous sommes bien entendu seuls responsables du produit final.

Table des matières

Introduction	2
1. Évolution générale du commerce de détail dans le canton de Vaud	6
2. Évolution du nombre de commerces par district	8
<i>2.1 Selon la taille</i>	<i>8</i>
<i>2.2 Selon le nombre de collaborateurs</i>	<i>20</i>
3. Évolution du commerce de détail par secteur	21
<i>3.1 En termes d'établissements</i>	<i>21</i>
<i>3.2 En termes d'emploi</i>	<i>23</i>
4. Évolution du commerce en ligne et du commerce stationnaire	26
5. Évolution du tourisme d'achat	28
Conclusion	30
Annexe	31

Introduction

Le commerce de détail suisse, en particulier vaudois, doit faire face depuis de nombreuses années à un environnement économique toujours plus hostile. Les défis auxquels il doit répondre sont nombreux : recours croissant des consommateurs au commerce en ligne, franc fort, pandémie, montée en puissance du tourisme d'achat... Les exemples ne manquent pas.

Cette étude réalisée par l'Institut CREA d'économie appliquée de la Faculté des HEC (UNIL) met en évidence de manière chiffrée l'impact de ces bouleversements sur le commerce de détail vaudois. Elle a également comme objectif de mesurer la contribution de la branche à l'économie vaudoise. Elle est subdivisée en cinq chapitres. Le premier décrit l'évolution générale du commerce de détail dans le canton de Vaud depuis 2011. Le second analyse la croissance du nombre de commerces par district vaudois, alors que la troisième partie s'intéresse à l'évolution du nombre d'emplois et d'établissements dans les secteurs alimentaire et non-alimentaire. Le quatrième chapitre se penche sur le développement du commerce en ligne et du commerce stationnaire sur les dix dernières années. La dernière partie évalue les achats effectués à l'étranger par les ménages vaudois et montre comment la pandémie de Covid-19 a modifié leurs habitudes de consommation.

Les résultats de cette étude permettent de tirer les trois conclusions suivantes. Tout d'abord, nous constatons que les épisodes de forte appréciation du franc suisse ont eu des impacts importants sur le secteur du commerce de détail dans le canton de Vaud. Le franc fort a conduit à une nette diminution de la demande locale au profit du tourisme d'achat, surtout à la suite de l'abandon du taux plancher par la BNS en 2015. Deuxièmement, notre analyse montre que la pandémie de Covid-19 a donné un net coup d'accélérateur aux tendances de fond observées dans la place qu'occupe le commerce en ligne dans le secteur. Ce dernier a connu une réelle explosion en 2020. Enfin, nos résultats ont permis de mettre en évidence qu'après une très forte diminution en 2020, le volume d'achats effectués à l'étranger par les consommateurs vaudois a certes connu une hausse en 2021 mais n'a pas encore atteint son niveau pré-Covid.

En guise d'introduction, nous allons analyser le poids du commerce de détail dans l'économie vaudoise en 2020 par rapport à d'autres secteurs, d'abord en termes de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée brute, et ensuite en termes d'emplois.

Nous utilisons les secteurs suivants comme point de comparaison (voir les définitions dans l'encadré 1) :

- Agriculture (NOGA 1-3) ;
- Industrie (NOGA 5-33) ;
- Construction (NOGA 41-43) ;
- Activités financières et d'assurance (NOGA 64-66).

La comparaison en termes de chiffres d'affaires est uniquement faisable pour les secteurs de la construction et de l'industrie car les données sur le chiffre d'affaires pour les secteurs de l'agriculture, des banques et des assurances ne sont pas disponibles. Nous allons donc évaluer l'importance économique du commerce de détail dans le canton de Vaud par rapport à ces branches en utilisant l'indicateur de valeur ajoutée brute.

En 2020, le secteur du commerce de détail vaudois a généré un chiffre d'affaires total d'environ 9,0 milliards de francs suisses. Cela représente environ une fois et demie (154%) le chiffre d'affaires du secteur de la construction qui lui s'élève à 5,8 milliards de francs en 2020 (voir graphique 1). En revanche, le chiffre d'affaires du commerce de détail représente un moins de la moitié de celui du

Encadré 1 : Définitions

Nous utilisons les catégories telles que définies par la Nomenclature général des activités économiques (NOGA).

Commerce de détail (NOGA 47) : Commerce de détail à l'exception d'automobiles et de motocycles. Cette branche comprend la vente au public de biens neufs ou d'occasion.

Agriculture (NOGA 1-3) : Culture et production animale, chasse et services annexes, sylviculture et exploitations forestières, pêche et aquaculture.

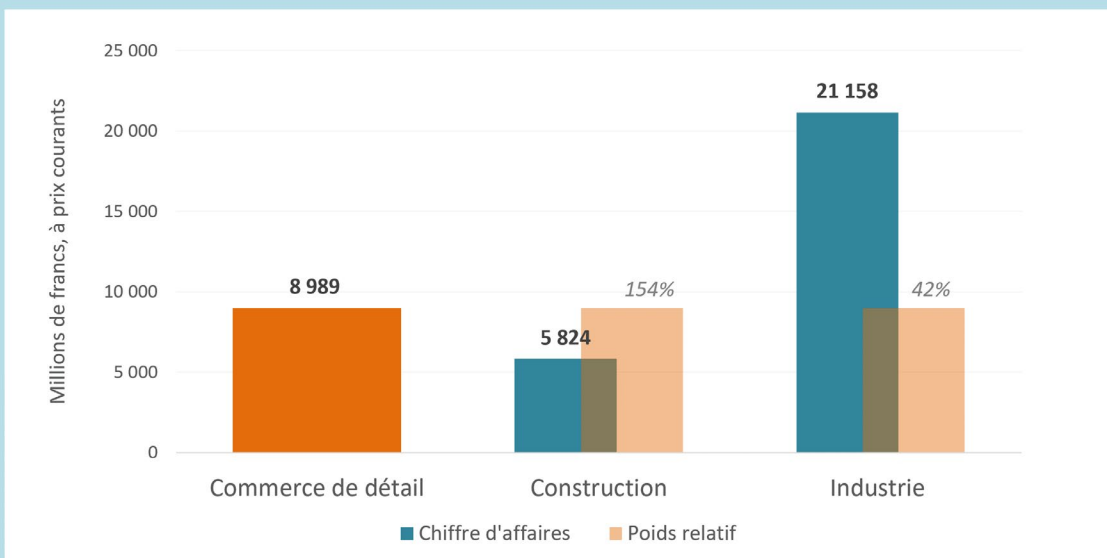
Industrie (NOGA 5-33) : Industries extractives et manufacturières.

Construction (NOGA 41-43) : Construction de bâtiments, génie civil et travaux spécialisés.

Activités financières et d'assurance (NOGA 64-66) : Activités des services financiers, assurance et activités auxiliaires.

Concernant la **valeur ajoutée brute**, elle correspond à la différence entre la valeur de la production et la valeur des biens et services entrant dans la production (consommation intermédiaire).

Graphique 1: Poids du commerce de détail en termes de chiffre d'affaires (2020)

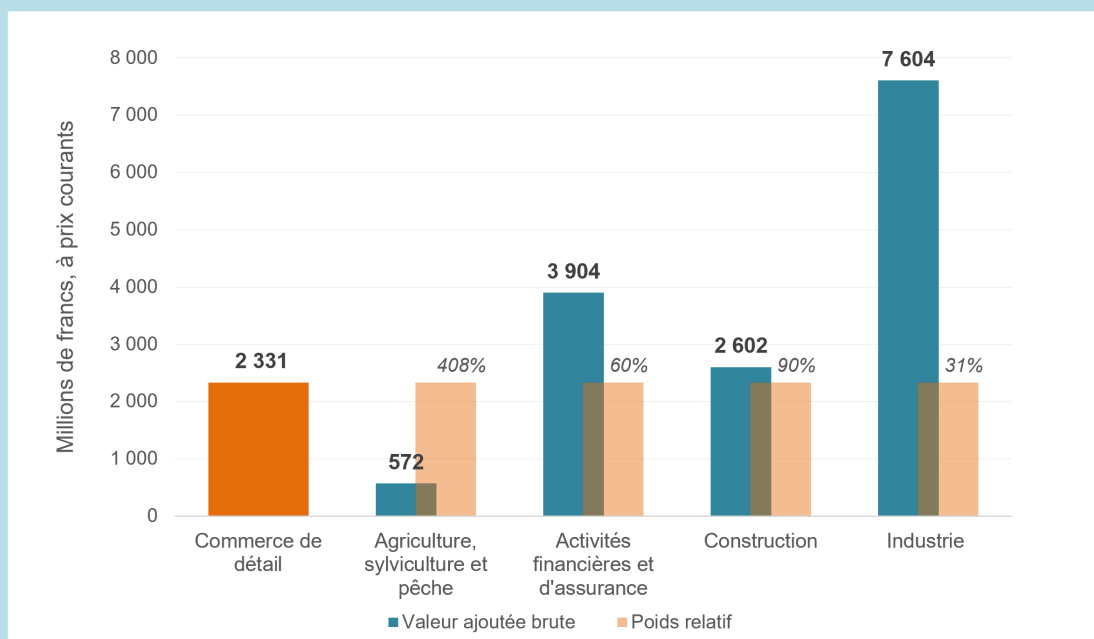


Sources: CREA, OFS

secteur de l'industrie (42%) qui se monte à 21,2 milliards de francs en 2020. Ces chiffres proviennent d'estimations réalisées à partir de données relatives à la valeur ajoutée brute (voir tableau A1 en annexe). Les données relatives aux chiffres d'affaires n'étant disponibles qu'au niveau suisse, nous avons retenu l'hypothèse que le rapport entre la valeur ajoutée brute vaudoise et suisse est similaire à celui entre le chiffre d'affaires vaudois et suisse.

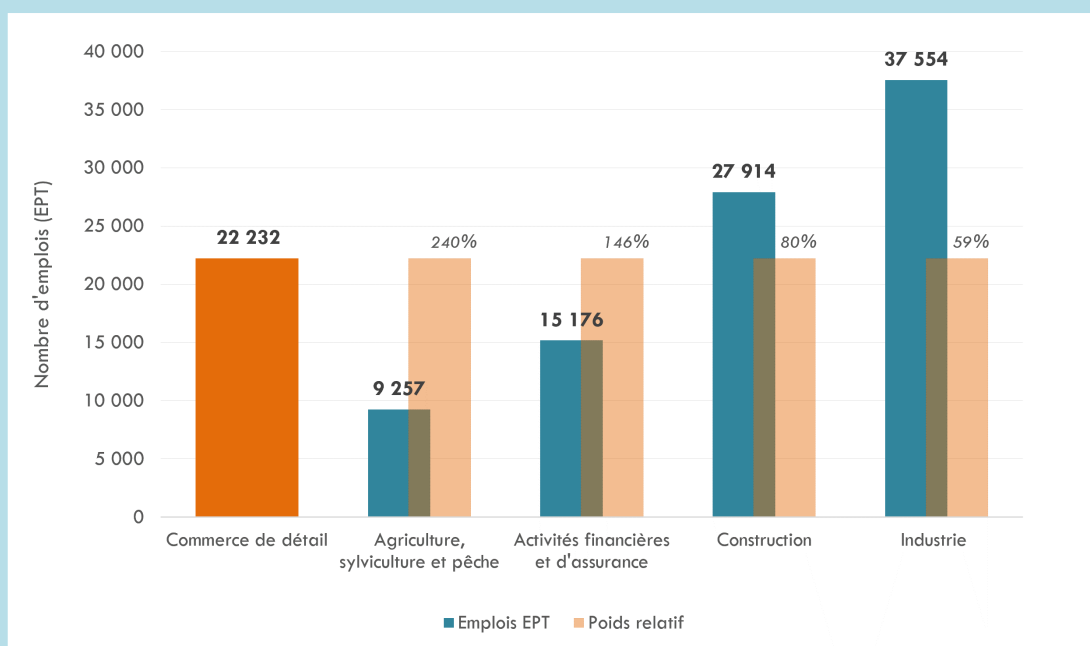
Nous allons maintenant analyser les données relatives à la valeur ajoutée brute (voir tableau A2 en annexe). Comme le montre le graphique 2, la valeur ajoutée brute du commerce de détail vaudois s'élève à 2,3 milliards de francs en 2020. L'ordre d'importance économique des secteurs sous analyse en termes de valeur ajoutée brute est le suivant. Nous trouvons l'industrie en première position, suivie des secteurs de la finance, de la construction et du commerce de détail.

Graphique 2: Poids du commerce de détail en termes de valeur ajoutée brute (2020)



Sources: CREA, OFS

Graphique 3: Poids du commerce de détail en termes d'emplois EPT



Sources: CREA, OFS

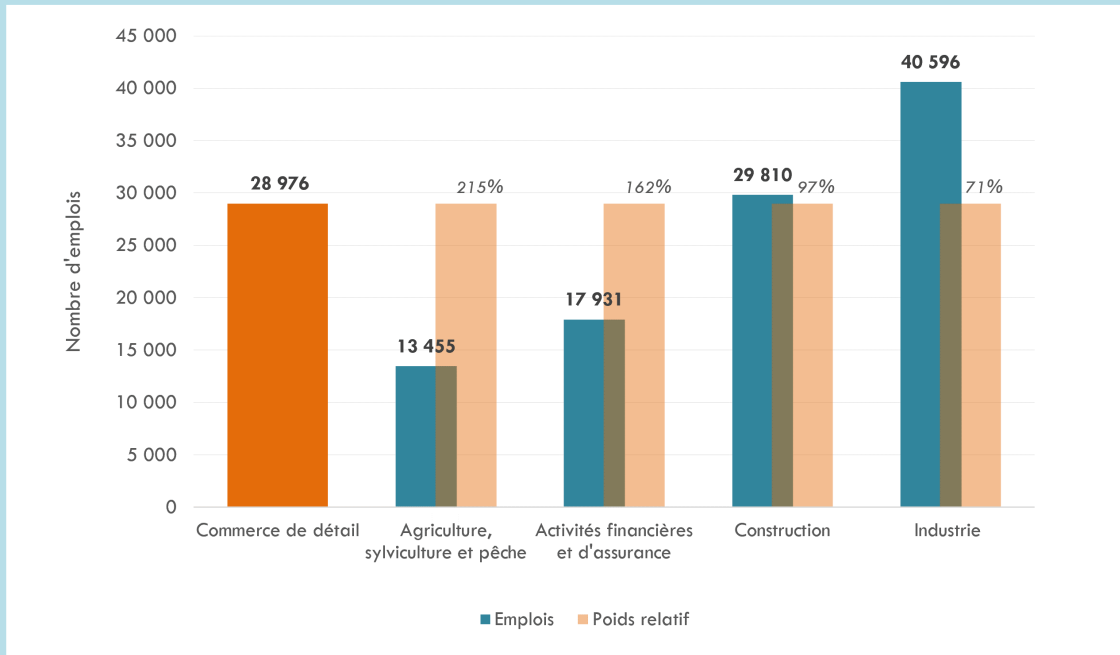
L'agriculture, la sylviculture et la pêche sont en queue de peloton. Par rapport à ce dernier secteur, qui a généré une valeur ajoutée brute totale de 572 millions de francs en 2020, celle du commerce de détail en représente environ le quadruple, soit 408%. Quant au secteur de la construction, qui affiche une valeur ajoutée brute totale de 2,6 milliards de francs en 2020, le poids du commerce de détail se monte à 90%. Nous constatons que la valeur ajoutée brute du commerce de détail s'élève en 2020 à 60% de celle des activités financières et d'assurance, et à 31% de celle du secteur industriel. Ces ratios diffèrent passablement de ceux trouvés lors de la comparaison effectuée en termes de chiffres d'affaires. Ces différences pourraient s'expliquer par des marges plus confortables dans la finance et l'industrie.

Nous allons maintenant nous concentrer sur l'importance du commerce de détail en termes d'emplois dans le canton de Vaud. Ne disposant pas de ces chiffres au niveau du cantonal pour l'année 2020, mais uniquement à l'échelle nationale, nous avons fait l'hypothèse que le taux de croissance de ces variables dans le canton de Vaud en 2020 est le même qu'au niveau suisse. Nous analysons sous

cette hypothèse le poids du commerce de détail dans l'économie vaudoise en termes de nombre d'équivalents plein temps (EPT). Le commerce de détail représente un total de 22'232 EPT en 2020 (voir graphique 3). Ce chiffre est relativement élevé par rapport aux autres secteurs sous revue. Il représente environ deux fois et demie (240%) les EPT du secteur agricole et environ une fois et demie (146%) ceux du secteur financier. Le nombre d'EPT présents dans les secteurs de la construction et de l'industrie est plus faible que dans le commerce de détail, avec des ratios qui se situent respectivement à 80% et 59%.

Nous avons également analysé le poids du commerce de détail en termes de nombre d'emplois bruts dans le graphique 4. Les résultats sont relativement similaires à ceux trouvés en analysant les emplois exprimés en termes d'EPT. On remarque toutefois que les ratios sont plus élevés pour les emplois bruts que pour les emplois en EPT (excepté pour le secteur agricole), ce qui indique le travail à temps partiel est davantage répandu dans le commerce de détail que dans les autres branches.

Graphique 4: Poids du commerce de détail en termes d'emplois



Sources: CREA, OFS

1. Évolution générale du commerce de détail dans le canton de Vaud

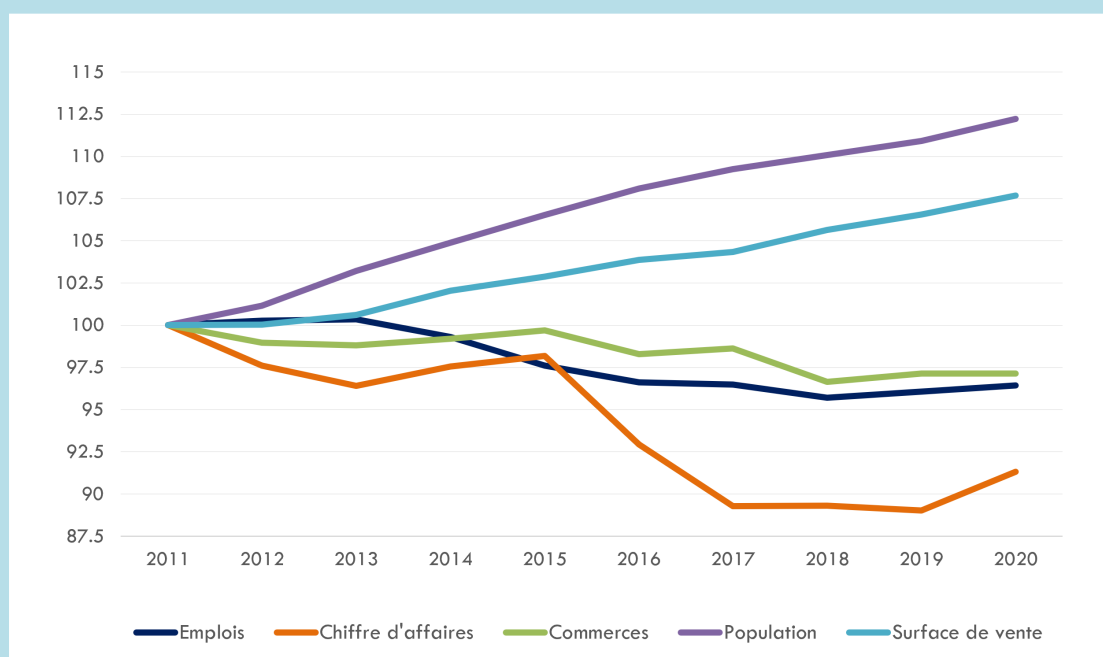
Ce chapitre s'intéresse à l'évolution générale du commerce de détail (CD) dans le canton de Vaud sur la période 2011-2020. Le graphique 5 se concentre sur le développement du nombre d'emplois bruts, du chiffre d'affaires nominal, du nombre de commerces, de la surface de vente totale et de la population vaudoise. Cette dernière a connu une croissance soutenue de 12,2% entre 2011 et 2020. La population totale est passée de 725'944 en 2011 à 814'762 en 2020. A noter que les chiffres du graphique 5 ont été normalisés en fixant le niveau initial à 100, afin de pouvoir montrer l'évolution des différentes variables sur un même graphique. Les données sous-jacentes peuvent être retrouvées dans le tableau 4A en annexe.

Nous analysons tout d'abord l'évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail. Nous observons une baisse significative de ce dernier à partir de 2015 qui correspond à l'année pendant laquelle la BNS a décidé d'abandonner le cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro. L'appréciation du franc suisse a entraîné des conséquences directes sur le secteur du commerce de détail, engendrant une forte augmentation du tourisme d'achat. La demande auprès des détaillants suisses a ainsi connu une diminution importante. Ce ralentissement de la demande a contraint les

commerçants suisses à baisser leurs prix, ce qui a impacté directement le chiffre d'affaires nominal. Entre 2015 et 2019, le commerce de détail vaudois a vu son chiffre d'affaires chuter d'environ 9,3%. Nous observons ensuite une reprise à la hausse du chiffre d'affaires à partir de fin 2019. Sur l'ensemble de la période sous analyse, c'est-à-dire entre 2011 et 2020, le chiffre d'affaires du commerce de détail vaudois a connu une baisse d'environ 8,7%.

En se focalisant ensuite sur l'évolution du nombre de commerces, nous observons une quasi-stagnation de celui-ci jusqu'en 2015 et une légère tendance à la baisse à partir de cette année-là. Au total, entre 2011 et 2020, le nombre de commerces présents dans le canton de Vaud a baissé d'environ 2,9%. Le facteur ayant enclenché la baisse initiale est probablement l'abandon du taux plancher face à l'euro par la BNS en janvier 2015. Avec la baisse de la demande auprès des détaillants vaudois, nombreux sont les commerces qui ont été contraints à la cessation d'activité. Cependant, avant de procéder à une fermeture, les commerçants répondent à une baisse de la demande générale par une limitation de nouvelles embauches et, si la situation se dégrade ultérieurement, par des vagues de licenciements.

Graphique 5: Evolution générale du CD dans le canton de Vaud



Sources: CREA, Wüest Partner, OFS

Cela nous aide à expliquer la raison pour laquelle la baisse du nombre de commerces a été bien moins prononcée que celle du chiffre d'affaires. Comme mentionné ci-dessous, la baisse totale du nombre de commerces était d'environ 2,9% entre 2011 et 2020, alors que celle du chiffre d'affaires était de 8,7%.

Ces explications nous permettent également de comprendre la tendance à la baisse du nombre d'emplois. Cette baisse est cohérente avec les baisses du chiffre d'affaires et du nombre de commerces discutées plus haut. Une diminution de la demande auprès des commerçants réduit leur chiffre d'affaires, conduisant ainsi à une contraction du nombre de commerces et d'emplois. Au total, pendant la période allant de 2011 à 2020, le nombre d'emplois s'est réduit de 3,6% environ. Cette baisse est plus élevée que celle du nombre de commerces car, avant de fermer leurs points de vente, les commerçants limitent d'abord leurs coûts, ce qui se traduit aussi par des licenciements du personnel.

Nous allons enfin nous pencher sur l'analyse de l'évolution de la surface de vente totale du commerce de détail dans le canton de Vaud. Cette dernière est passée de 1,28 millions de m² en 2011 à 1,38 millions en 2020, soit une augmentation de 7,7% environ. Comme nous pouvons le constater au graphique 5, l'augmentation de la surface totale de vente a été constante depuis 2011, alors que le nombre de commerces dans le canton s'est quant à lui contracté. Outre l'explication que les commerces ont peu à peu agrandi leurs surfaces, celle qui semble être le plus probable est la suivante. Les petits commerces, vraisemblablement davantage affectés par la baisse de la demande, ont été contraints de mettre la clé sous la porte au profit des plus grandes enseignes. Cela signifierait que la création de commerces de grande taille a conduit à une augmentation de la surface totale de vente mais n'a pas permis de compenser la baisse du nombre de commerce de petite taille.

2. Évolution du nombre de commerces par district

Nous allons analyser dans ce chapitre l'évolution du nombre de commerces par district. L'analyse est effectuée tout d'abord selon la taille des commerces en termes de surface de vente et ensuite selon le nombre de leurs collaborateurs pour les 10 districts que comptent le canton de

Vaud, à savoir Aigle, Broye-Vully, Gros-de-Vaud, Jura-Nord vaudois, Lausanne, Lavaux-Oron, Morges, Nyon, Ouest lausannois et Riviera-Pays d'En haut. Nous terminerons ce chapitre par une analyse au niveau du canton de Vaud dans son ensemble.

2.1 Selon la taille

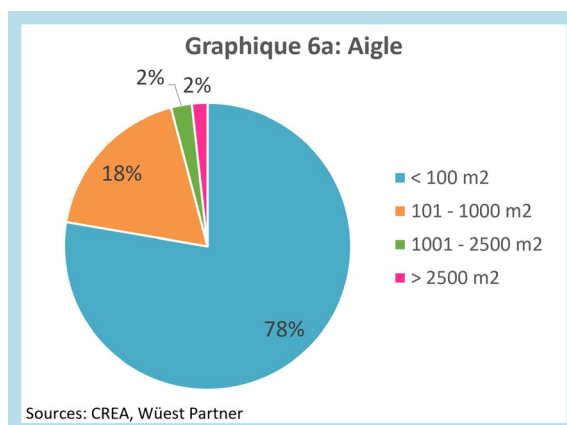
Pour faciliter l'interprétation des résultats, nous avons subdivisé les établissements en quatre tailles différentes : moins de 100 m², entre 101 m² et 1000 m², entre 1001 m² et 2500 m², et plus de 2500 m². Pour chacun des districts du canton, nous

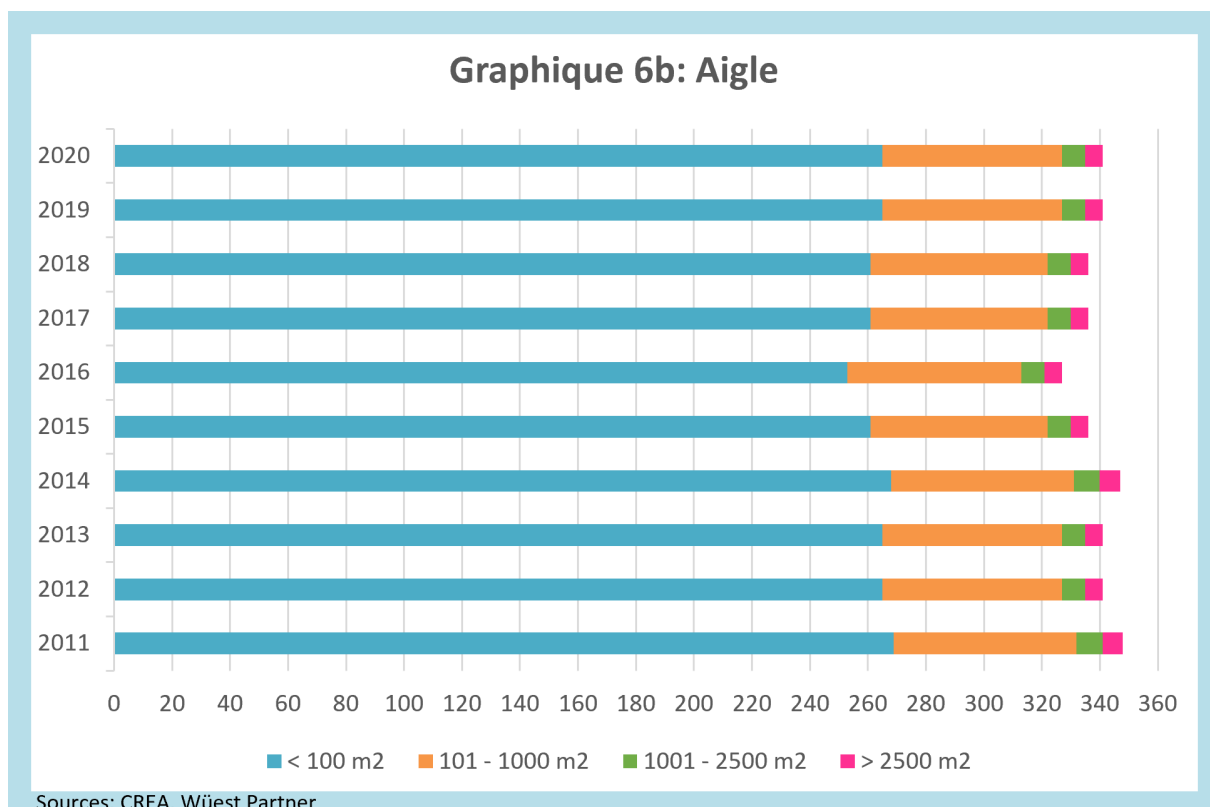
commentons d'abord la répartition de commerces selon la taille (mesurée grâce à la surface de vente), avant de passer à l'analyse de l'évolution du nombre de commerces.

Aigle – La répartition des commerces dans le district de Aigle était la suivante en 2020 (voir graphique 6a). Nous y trouvons 77,7% de commerces de taille « micro » (avec une surface de vente inférieure à 100 m²), 18,2% de petite taille (avec une surface de vente comprise entre 101 m² et 1000 m²), 1,8% de taille moyenne (avec une surface de vente entre 1001 m² et 2500 m²) et 2,3% de grande taille (avec une surface de vente supérieure à 2500 m²). Ces résultats indiquent qu'Aigle est le district avec le plus grand pourcentage de grandes entreprises. C'est également un des districts avec le plus grand ratio d'entreprises de taille moyenne. Les pourcentages de microentreprises et de petites entreprises sont cependant relativement similaires à ce que l'on observe dans les autres districts vaudois.

Le Graphique 6b montre l'évolution du nombre de commerces dans le district de Aigle. Nous remarquons tout d'abord que ce district est l'un des plus petits dans le canton de Vaud en termes de nombre total d'entreprises actives dans le secteur du commerce de détail. Il comptait en 2020 un total

de 341 commerces, ce qui représente environ 6,6% des établissements présents dans le secteur du commerce de détail du canton de Vaud. Nous pouvons constater que les mouvements les plus importants peuvent être observés en 2015 et 2016 dans le sillage de l'abandon du taux plancher par la BNS. Entre 2014 et 2016, le nombre de commerces présents dans le district a en effet diminué d'environ 5,8%.

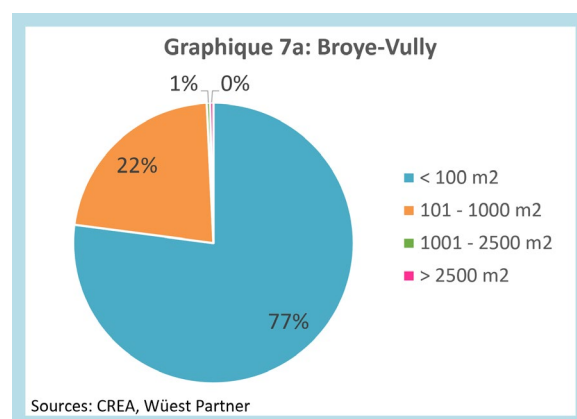


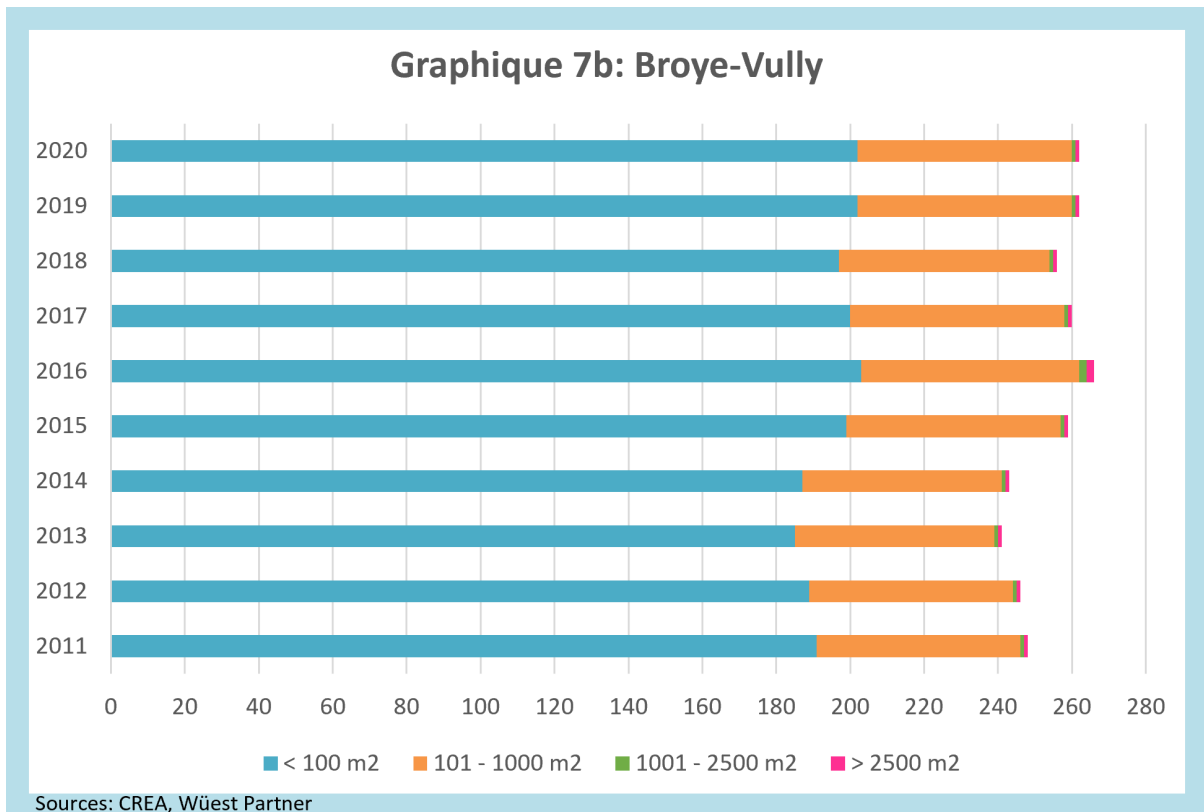


Broye-Vully – Le district de Broye-Vully compte un faible ratio de moyennes et grandes entreprises en comparaison cantonale (voir graphique 7a). Il se monte à environ 1% pour les grandes et moyennes entreprises. Le district est donc majoritairement composé, à 99,2%, de petites et microentreprises. Ces dernières sont les plus représentées avec 77,1% des commerces à Broye-Vully, alors que les petites entreprises en représentent 22,1%. La proportion de moyennes entreprises est plus élevée que dans la majorité des autres districts, alors que celle des microentreprises est moins élevée.

Le district de Broye-Vully est le deuxième plus petit dans le canton, toujours en termes d'entreprises actives dans le secteur du commerce de détail. En 2020, ce district comptait 262 commerces de ce type au total, ce nombre représentant environ 5% du nombre du canton de Vaud. Le nombre de commerces dans ce district a baissé sur la période 2011-2014, alors que l'on observe ensuite des augmentations importantes entre 2014 et 2016. Le nombre de commerces a en effet cru de 9,5% sur cette période. Cette dynamique pourrait

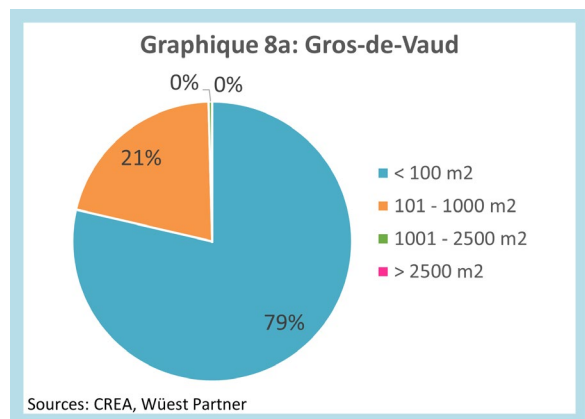
s'expliquer par le fait que le district a mieux résisté à court terme au franc fort, alors que dans la plupart des districts le nombre de commerces a diminué les deux années qui ont suivi l'abandon du taux plancher. La baisse du nombre de commerces s'est surtout matérialisée entre 2016 et 2018. Au total, entre 2011 et 2020, le nombre de commerces dans ce district a augmenté d'environ 5,6%.

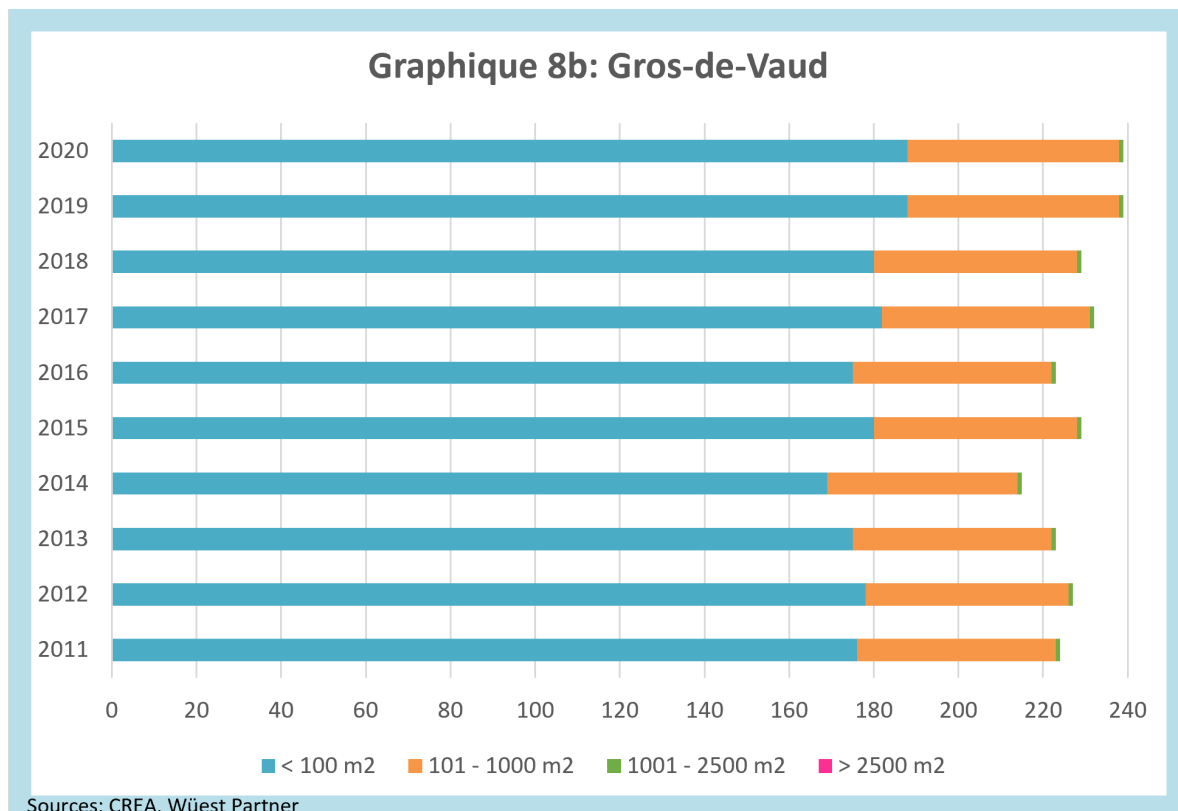




Gros-de-Vaud – Le district du Gros-de-Vaud est un des seuls à ne compter aucune entreprise de plus 2500 m² de surface de vente. Il existe une seule entreprise de taille moyenne, c’est-à-dire avec une surface de vente comprise entre 1001 m² et 2500 m². Les établissements de ce district sont donc répartis entre des microentreprises, représentant 78,7% du nombre total, et des petites entreprises, représentant 20,9% du nombre total (voir graphique 8a). Ces deux ratios sont assez similaires à ceux que l’on peut observer dans le reste du canton de Vaud. Le district de Gros-de-Vaud demeure le plus petit en termes de nombre de commerces actifs dans le secteur du commerce de détail. En effet, en 2020, ce district ne comptait que 239 commerces de ce type, soit 4,6% du total vaudois. Le graphique 8b montre que le nombre d’entreprises a beaucoup varié sur la période d’analyse, avec une fréquence de hausses et de baisses de même intensité. Nous pouvons observer une forte hausse du nombre de commerces entre 2014 et 2015 (+6,5%). Cependant, l’année d’après, en 2016, le nombre de commerces diminue à

nouveau. Nous pouvons imaginer que le choc sur l’économie locale dû à l’abandon du taux plancher s’est fait ressentir uniquement avec quelques semestres de retard dans ce district. Ce retard est tout à fait vraisemblable étant donné le temps de latence et d’adaptation qu’il faut aux entreprises afin de réagir à des chocs de demande. Au total, entre 2011 et 2020, le nombre de commerces dans ce district a augmenté de 6,7%.

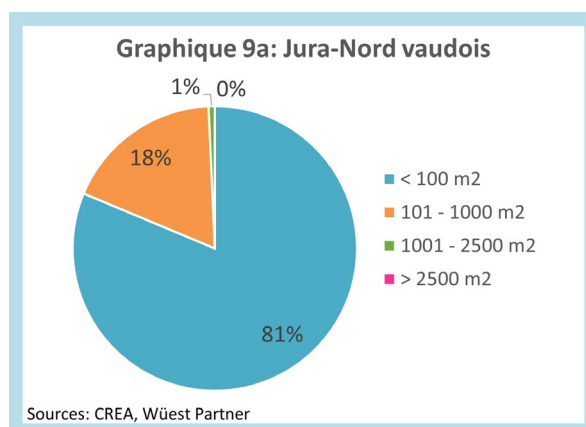


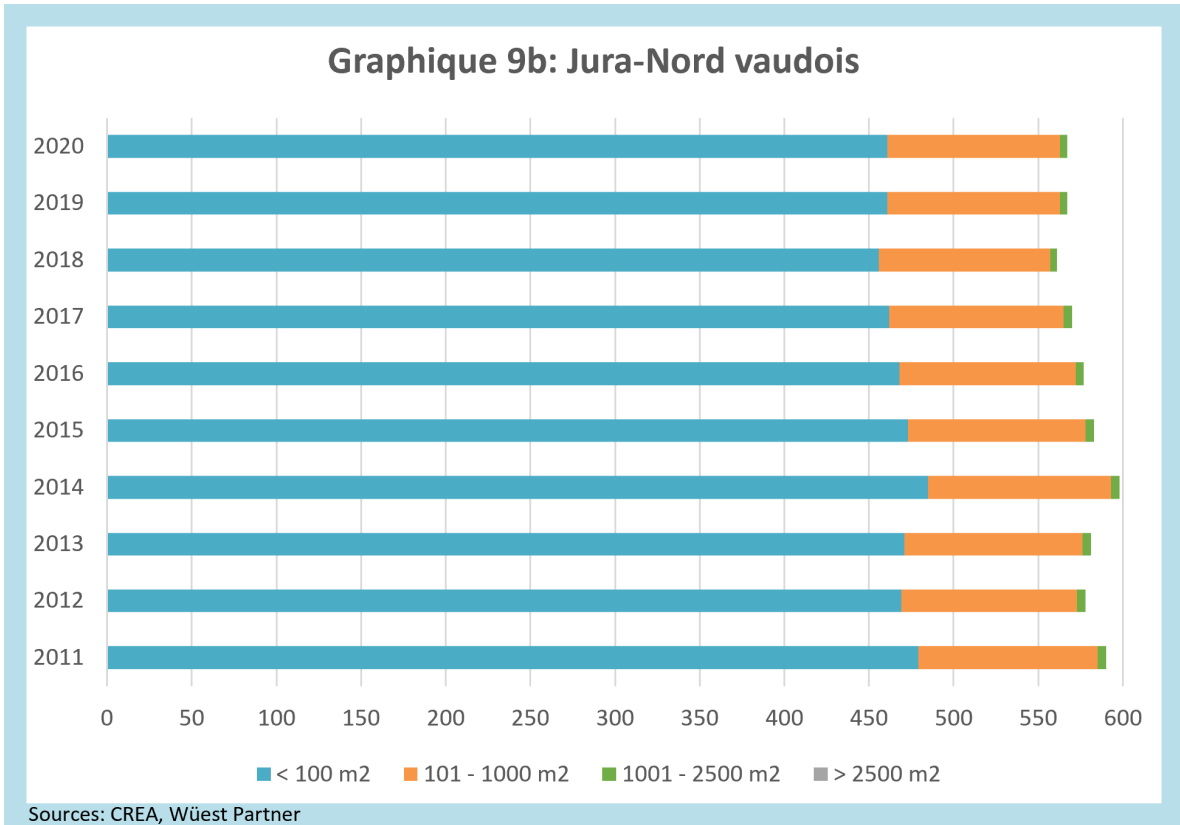


Jura-Nord vaudois – Le district du Jura-Nord vaudois est le district du canton avec le plus grand ratio de microentreprises (c'est-à-dire celles avec moins de 100 m² de surface de vente). Elles sont représentées à 81,3% (voir graphique 9a). Avec Aigle et le district Ouest lausannois, le Jura-Nord vaudois est le district qui comporte le plus petit ratio de petites entreprises.

Comme nous pouvons le constater au graphique 9b, le nombre d'établissements actifs dans le secteur du commerce de détail dans le district du Jura-Nord vaudois était en hausse entre 2012 et 2014. À partir de l'année 2015, leur nombre n'a cessé de se contracter et cela jusqu'en 2019, année pendant laquelle leur nombre s'est à nouveau accru. Ce mouvement baissier sur une période relativement longue suggère que le commerce de détail dans ce district a davantage souffert de l'abandon du taux plancher par la BNS en 2015. Ceci peut s'expliquer par la forte

exposition de cette région au tourisme d'achat en raison de sa proximité géographique avec la France et du franc fort. Au total, de 2011 à 2020, le nombre de commerces a baissé de 3,9% dans ce district.

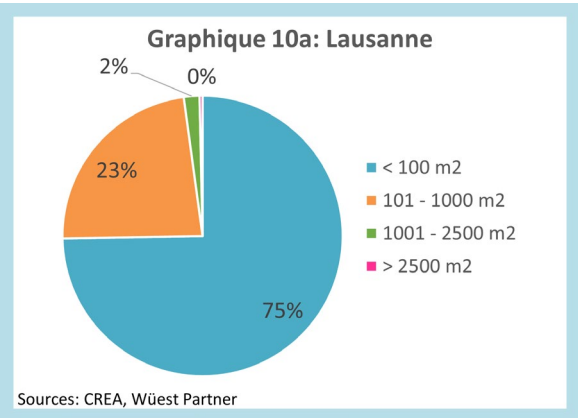




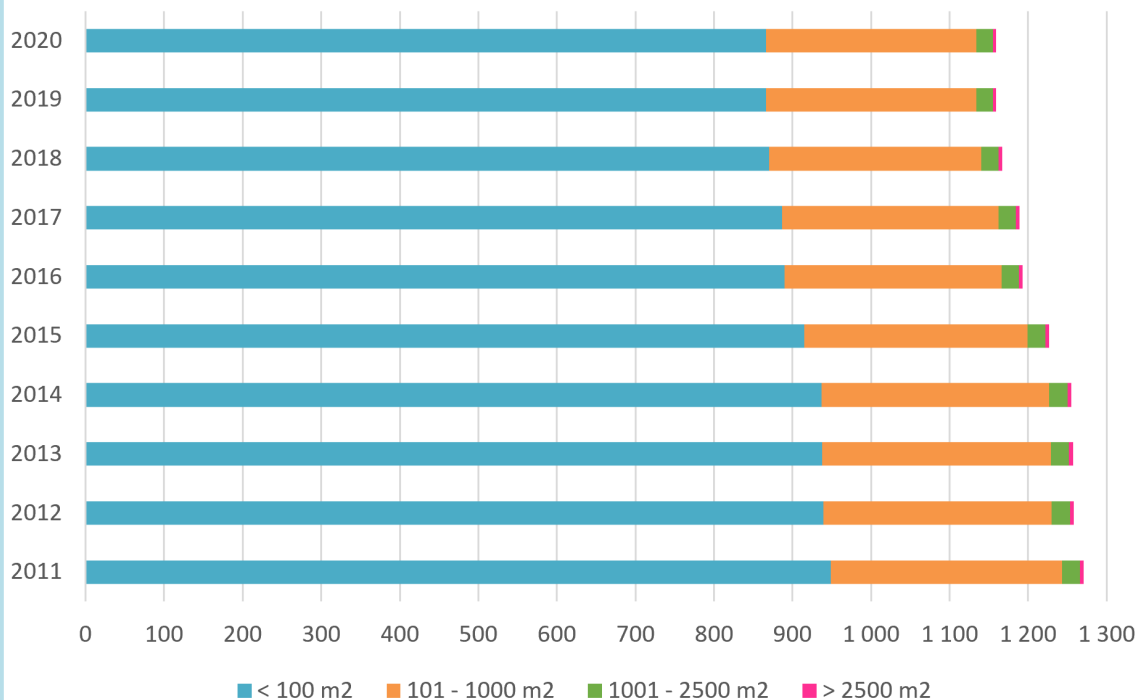
Lausanne – Le district de Lausanne se caractérise par le fait qu’il est le district avec le plus faible ratio de microentreprises (surface de vente inférieure à 100 m²), celles-ci représentant seulement 74,7% des entreprises actives dans le commerce de détail. Ce district est également celui avec la plus grande proportion de petites entreprises, celles qui ont une surface de vente comprises entre 101 m² et 1000 m². Cette proportion s’établit à 23,1%. Le ratio de moyennes entreprises est en revanche parmi les plus élevés du canton, représentant 1,8% des entreprises lausannoises. Le ratio de grandes entreprises est en revanche quasi nul, avec uniquement 4 grandes entreprises sur les 1'159 que compte le district en 2020.

La ville de Lausanne étant la capitale du canton de Vaud avec une forte densité de population, il semble cohérent d’observer que ce district est le plus grand en termes d’entreprises actives dans le commerce de détail dans tout le canton. Alors que leur nombre est resté stable entre 2011 et 2014, ces établissements sont en baisse depuis dans ce

district, comme le montre graphique 10b ci-dessous. L’abandon du taux plancher en 2015 a certainement dû jouer un rôle. Il est également probable que des facteurs davantage structurels, comme la montée en puissance du commerce en ligne, soient à l’origine de cette dynamique. Au total, entre 2011 et 2020, le nombre de commerces a baissé de 8,8% dans le district de Lausanne.



Graphique 10b: Lausanne



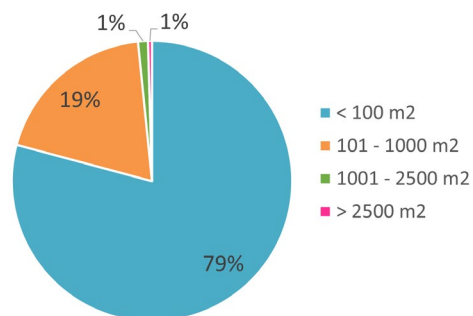
Sources: CREA, Wüest Partner

Lavaux-Oron – Le district de Lavaux-Oron compte une grande proportion de microentreprises comparé à la majorité des autres districts vaudois. Cette proportion est de 79,2% (voir graphique 11a). À l'inverse, celle des petites entreprises est relativement faible (19,2%). La proportion de moyennes et grandes entreprises, quant à elle, est assez similaire que celle que l'on peut observer dans les autres districts. Elle est de 1,1% pour les moyennes entreprises et de 0,5% pour les grandes entreprises.

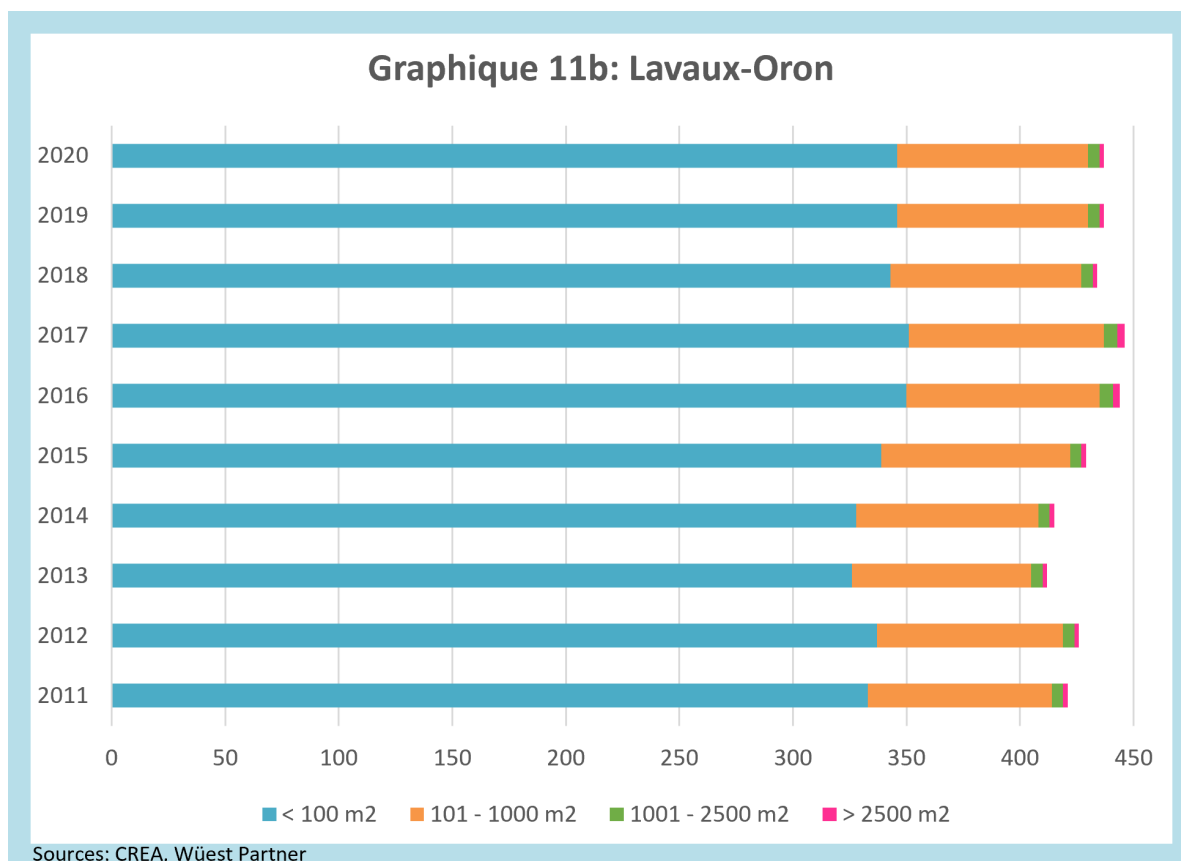
Le district de Lavaux-Oron fait également partie des plus petits districts du canton de Vaud en termes d'établissements actifs dans le commerce de détail qui s'élevait à 437 en 2020. L'évolution de leur nombre est assez similaire à celle du district de Broye-Vully, suggérant que ce district n'a pas été impacté à court terme par l'abandon du taux plancher en 2015. En effet, pendant la période post-

abandon, le nombre d'entreprises a continué d'augmenter dans ce district. Entre 2014 et 2017, la hausse a été de 7,5% environ. Sur la période totale d'analyse, soit entre 2011 et 2020, le nombre de commerces dans ce district a augmenté de 3,8%.

Graphique 11a: Lavaux-Oron



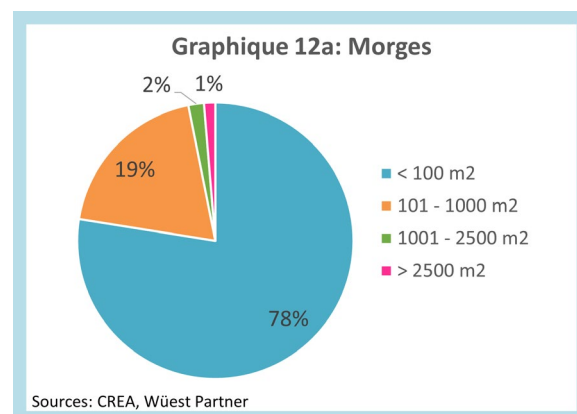
Sources: CREA, Wüest Partner

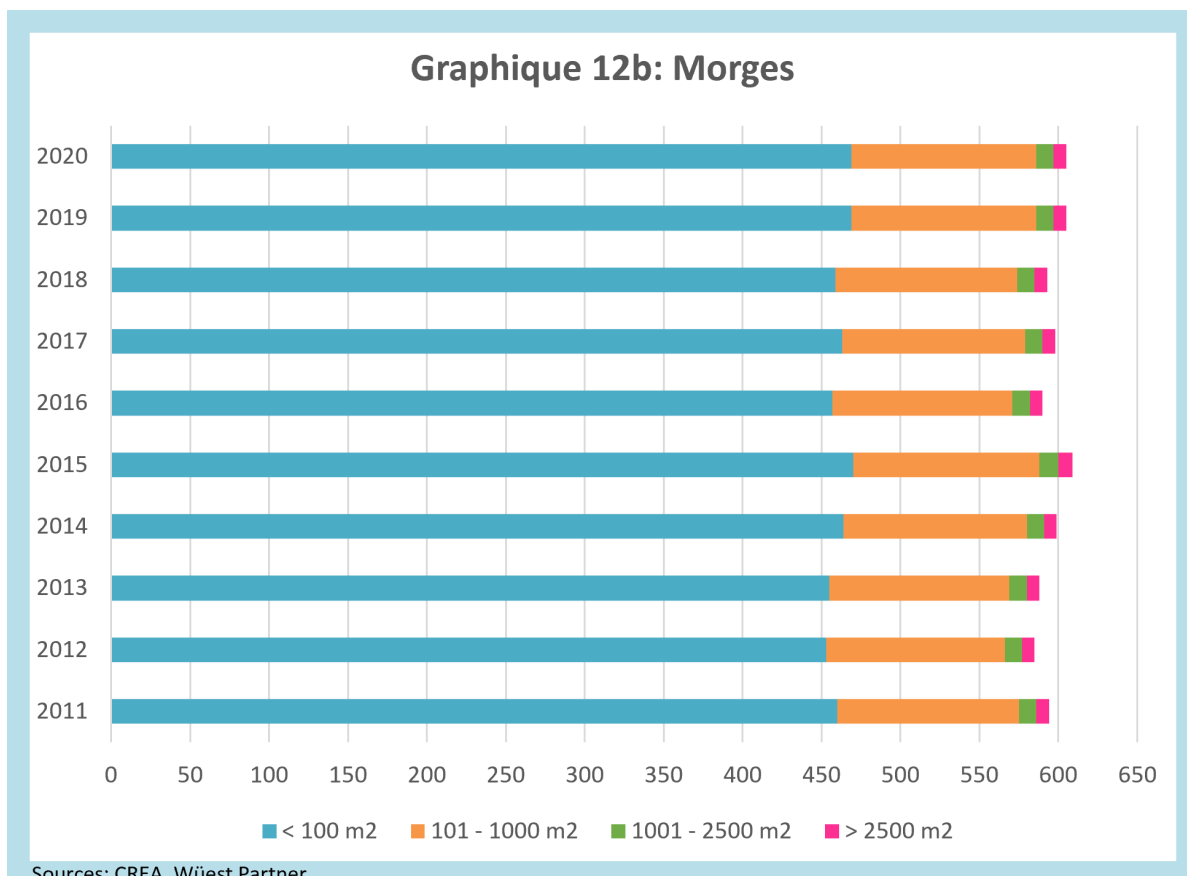


Morges – Le district de Morges se différencie de la majorité des autres districts vaudois, exception faite pour le district de Aigle, par sa proportion élevée de moyennes et grandes entreprises actives dans le commerce de détail (voir graphique 12a). En effet, la proportion de moyennes entreprises est de 1,8% et celle de grandes entreprises est de 1,3%. À l'inverse, le ratio de petits établissements est relativement faible dans ce district, ne représentant que 19,3% des entreprises. Quant à la proportion de microentreprises, celle-ci est similaire à la moyenne des autres districts vaudois.

En 2020, le district de Morges était le troisième plus grand du canton en termes d'établissements actifs dans le commerce de détail. Il comptait en effet 605 établissements de ce type. L'évolution du nombre de ces établissements est similaire à celle d'autres districts vaudois, comme nous pouvons l'observer au graphique 12b ci-dessous. En 2012, le nombre de commerces baisse légèrement avant de remonter en 2013 et jusqu'en 2015. En effet, la nouvelle baisse a lieu uniquement en 2016, ce qui nous fait penser que le district de Morges a été

touché avec une certaine latence par l'appréciation du franc suisse qui a suivi l'abandon du taux plancher en 2015. Ce phénomène peut être expliqué par le fait que les entreprises confrontées à une demande en baisse vont d'abord essayer de réduire leurs coûts avant de cesser leur activité et de fermer boutique. Sur la période 2011-2010, ce district a connu une hausse du nombre d'établissements de 1,9%.

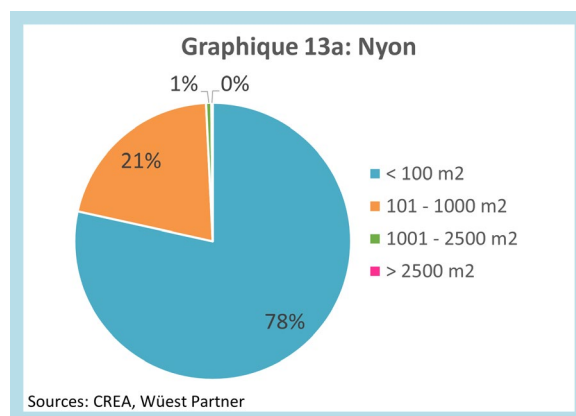


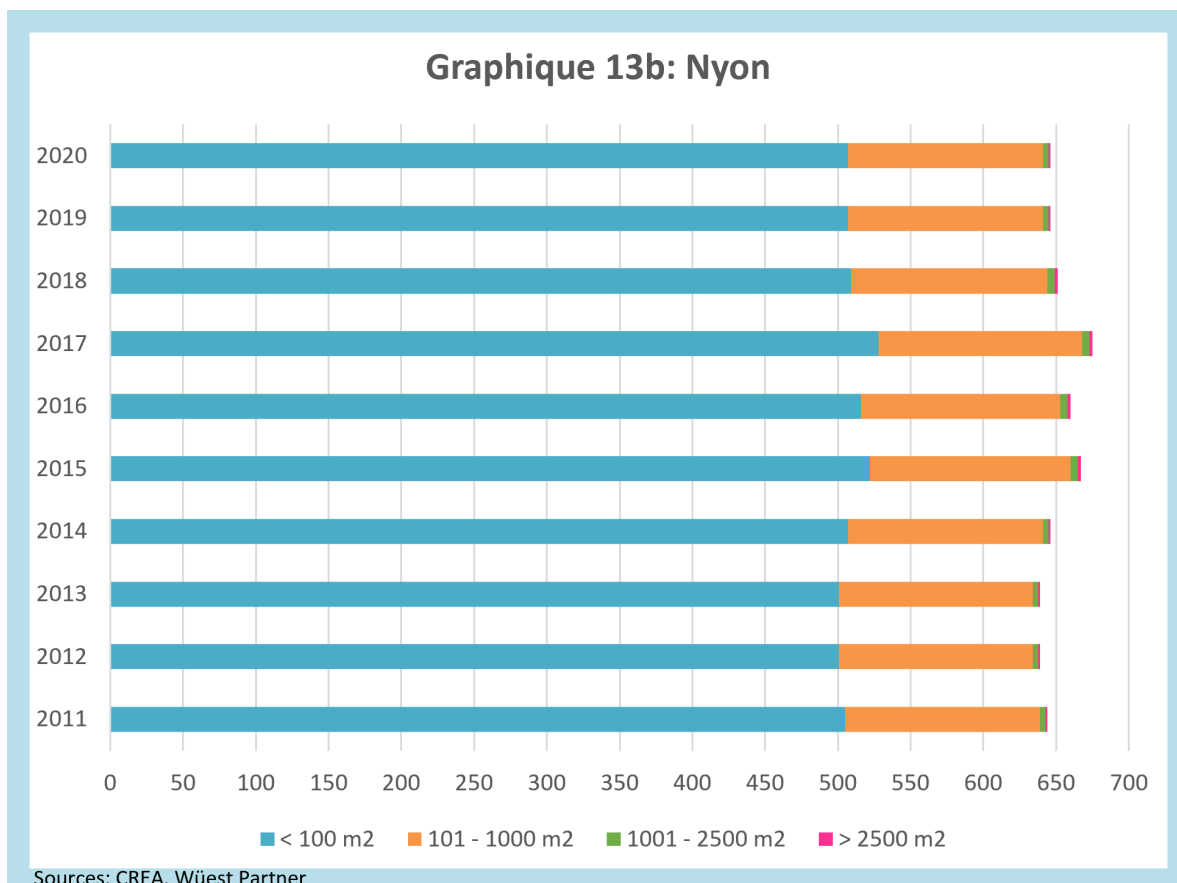


Nyon – La répartition des commerces dans le district de Nyon, selon la taille de la surface de vente, est relativement similaire à celle qu’on trouve en moyenne dans les autres districts vaudois. Le ratio de microentreprises est de 78,5%, celui des petites entreprises est de 20,7% et celui des moyennes entreprises est de 0,6%. Quant à la proportion de grandes entreprises, celle-ci est quasi nulle (0,2%).

Le district de Nyon était, en 2020, le deuxième plus grand du canton en termes d’entreprises actives dans le commerce de détail. Il comptait à cette date 646 établissements. L’évolution du nombre de commerces dans ce district est relativement stable, comme nous pouvons l’observer à la Figure 13b ci-dessous. Le nombre d’établissements a augmenté en 2014 et 2015, avant de baisser en 2016. Comme Morges, Nyon a vraisemblablement ressenti les conséquences du franc fort l’année qui a suivi de l’abandon du taux plancher. Le nombre de

commerces s’est à nouveau renforcé en 2017 avant de connaître une nouvelle baisse en 2018. Il est resté stable depuis. Au total, entre 2011 et 2020, le district a connu une faible hausse du nombre d’établissements qui se monte à 0,3%.

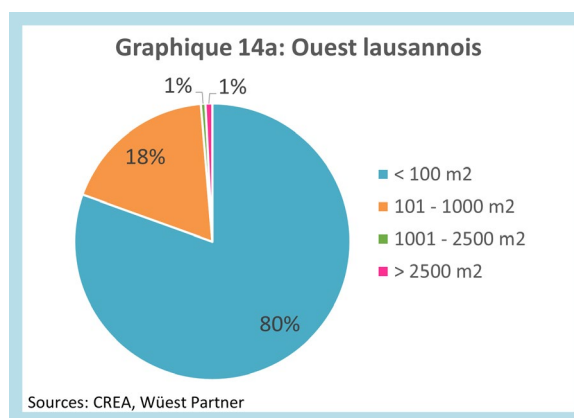


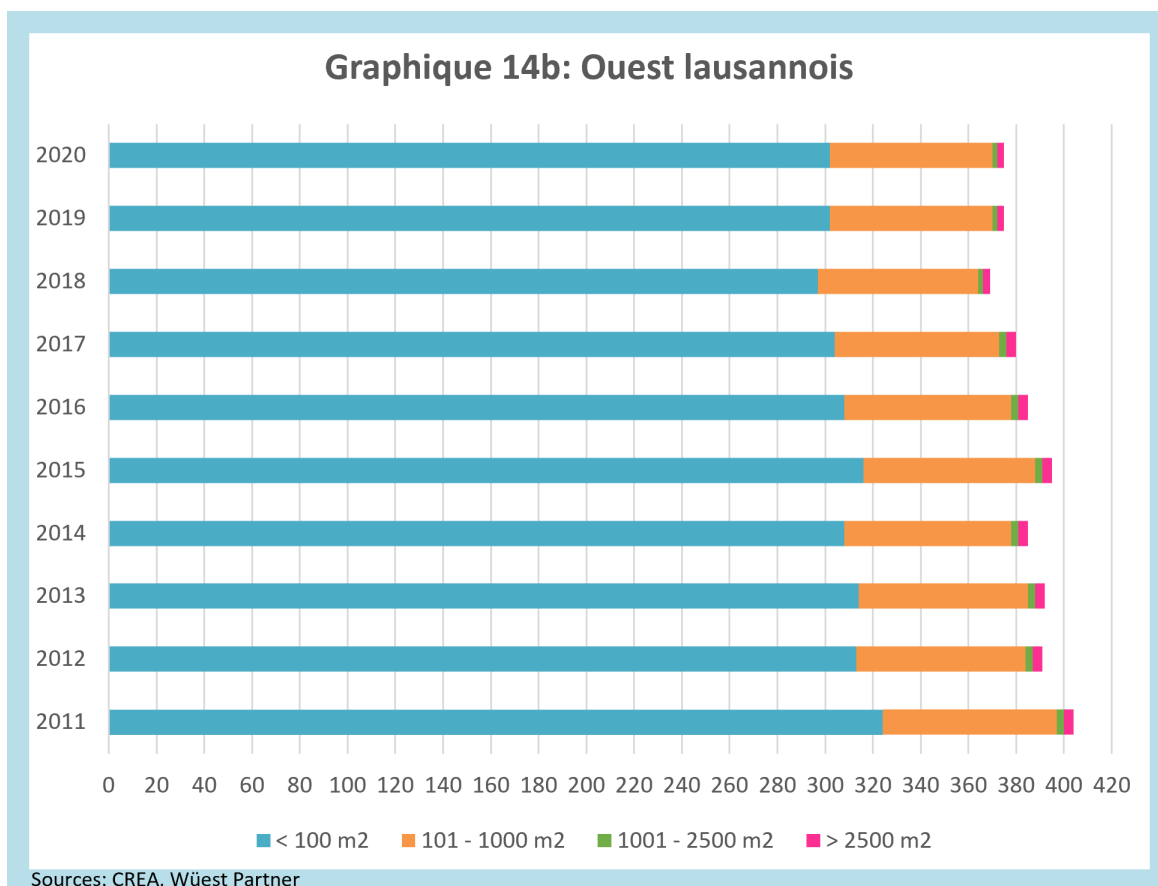


Ouest lausannois – Avec 80,5% de microentreprises, le district Ouest lausannois est celui qui en compte le plus grand pourcentage dans le canton de Vaud. Seul le Jura-Nord vaudois fait mieux dans ce domaine avec 81,3%. Comme corolaire, la proportion de petites entreprises de 18,1% reste, avec celle de Aigle et du Jura-Nord vaudois, la plus faible parmi les districts vaudois. Enfin, le ratio de moyennes et grandes entreprises s’élève à 0,5% et 0,8% respectivement.

Le district Ouest lausannois comptait, en 2020, 375 établissements actifs dans le secteur du commerce de détail. Comme le montre le graphique 14b, cette évolution est plutôt similaire à celle que l’on peut observer dans d’autres districts vaudois. Nous observons une baisse assez prononcée du nombre d’établissements dans ce district en 2012. Une certaine stabilité a lieu ensuite et cela jusqu’en 2015, année pendant laquelle nous pouvons observer une hausse marquée des établissements. Cette hausse est suivie par une baisse graduelle de leur nombre à partir de 2016 et ce jusqu’en 2018.

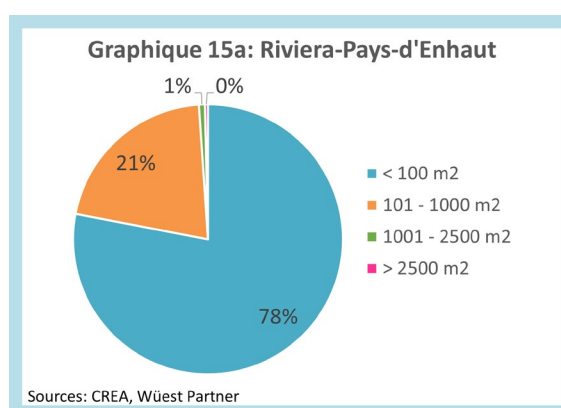
Encore une fois, nous pouvons supposer que ce district, comme beaucoup d’autres, a vu les conséquences de l’abandon du taux plancher avec quelques semestres de retard. Le nombre d’établissements remonte en 2019. Sur l’ensemble de la période précitée, soit de 2011 à 2020, le district Ouest lausannois a connu une baisse de ses établissements de 7,2%.

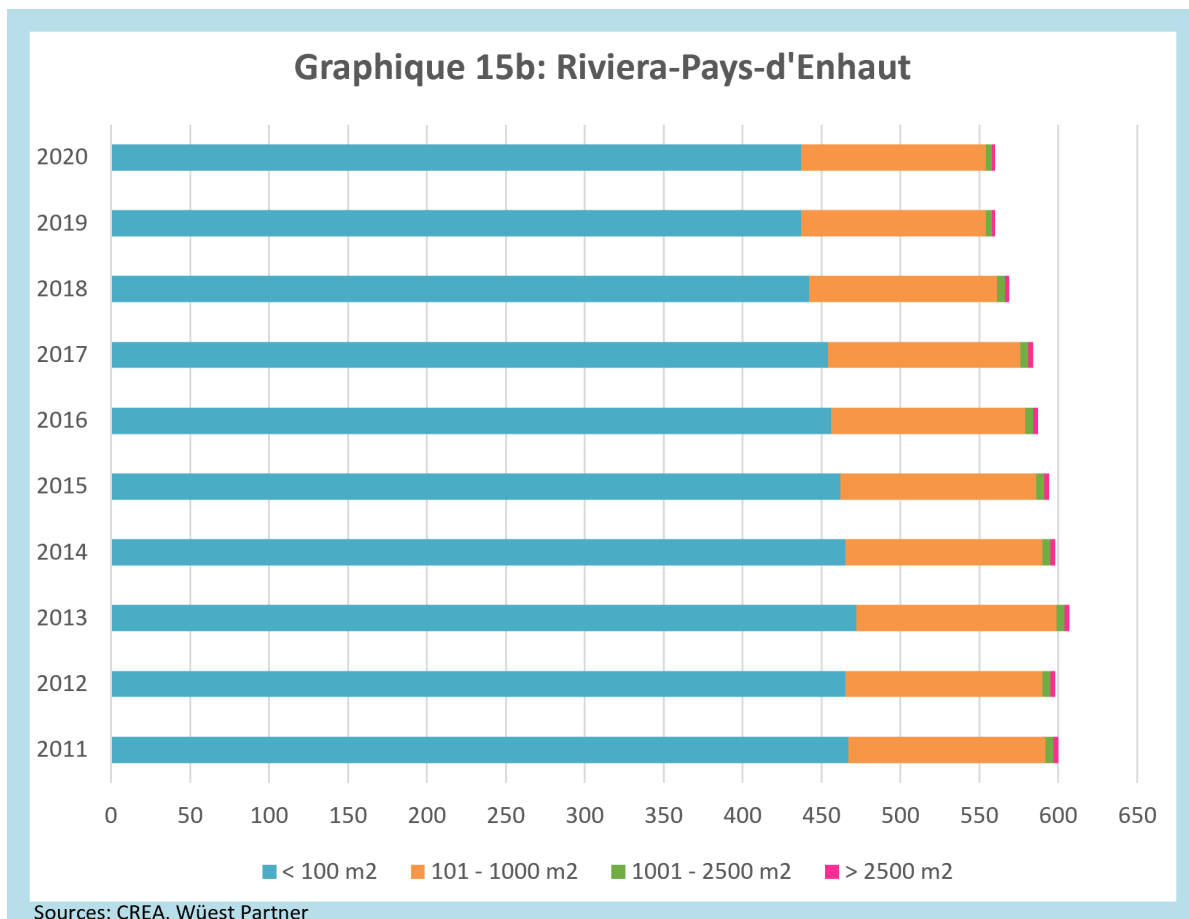




Riviera-Pays-d'Enhaut – Le district de Riviera-Pays-d'Enhaut présente une répartition de ses commerces, selon la taille de leur surface de vente, similaire à la moyenne des autres districts vaudois. La proportion de microentreprises est de 78,0%, celle de petites entreprises de 20,9%, alors que celle de moyennes entreprises s'élève 0,7%. Le district de Riviera-Pays-d'Enhaut comptait, en 2020, 560 entreprises actives dans le secteur du commerce de détail. L'évolution du nombre d'établissements dans ce district est assez différente de celle observée dans les autres districts vaudois (à l'exception de celle de Lausanne). Après une petite augmentation du nombre de commerces en 2013, leur nombre n'a cessé de se réduire depuis. L'abandon du taux plancher en 2015 ne semble pas avoir affecté plus sévèrement cette tendance

baissière. Entre 2011 et 2020, ce district a connu une baisse de ses établissements de 6,7%.

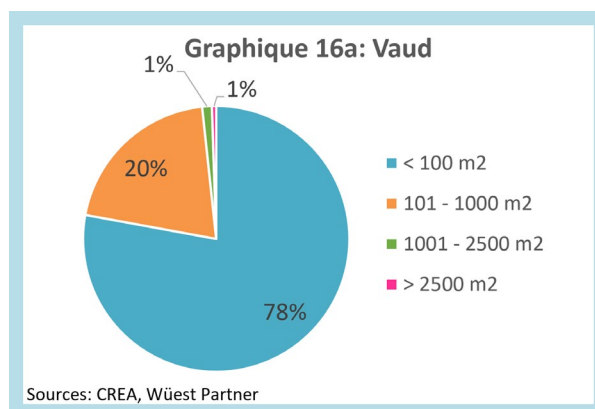




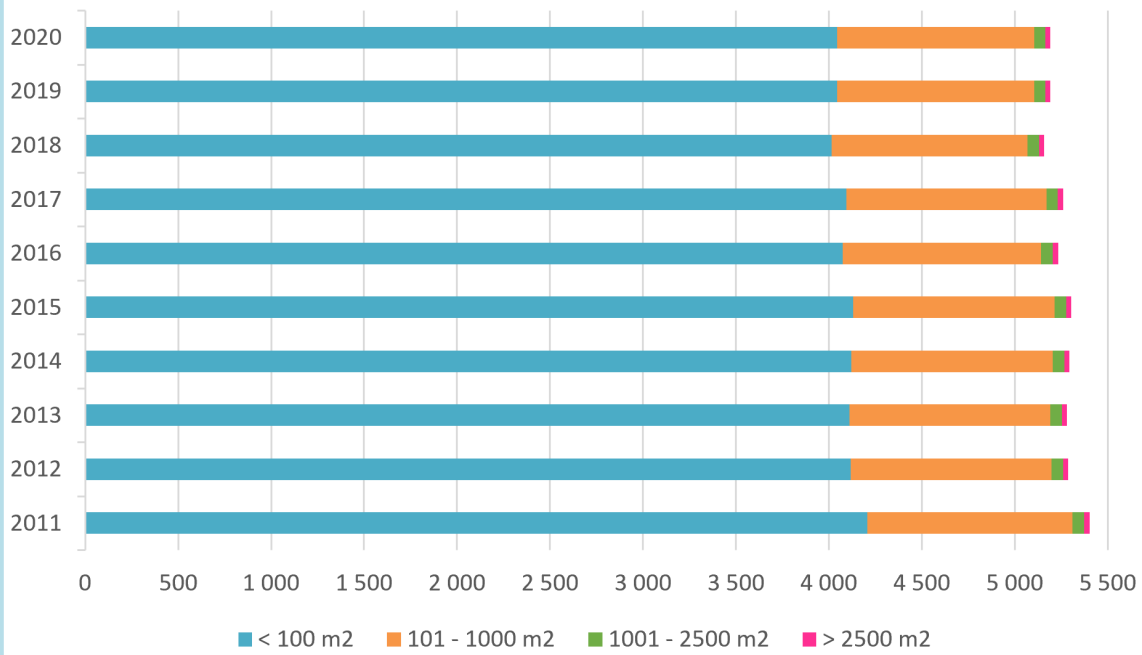
Vaud – Nous concentrons enfin notre analyse sur la répartition des commerces, selon la taille de leur surface de vente, dans le canton de Vaud dans son ensemble. Nous observons que 77,9% des commerces sont des microentreprises, 20,4% des petites entreprises, 1,2% des moyennes entreprises et 0,5% des grandes entreprises (voir graphique 16a).

Nous passons maintenant à l'analyse de l'évolution du nombre d'établissements actifs dans le commerce de détail au niveau du canton de Vaud. En 2011, le canton comptait 5'344 établissements actifs dans le commerce de détail. Ce nombre a légèrement baissé entre 2012 et 2013 avant de repartir à la hausse à partir de 2014 (voir graphique 16b). Nous pouvons observer, entre 2015 et 2016, après l'annonce de l'abandon du taux plancher par la BNS, une baisse du nombre commerces de 1,4%. Cette contraction qui paraît relativement faible au vu de l'appréciation massive du franc suisse peut s'expliquer en partie par la hausse observée dans les districts de Broye-Vully et de Lavaux-Oraux (voir graphique 17). Le nombre d'établissements dans le canton augmente à nouveau en 2017, avant de connaître une nouvelle contraction en 2018. En

2020, on comptait un total de 5'191 commerces dans le canton de Vaud. Sur l'ensemble de la période 2011-2020, on peut observer une réduction de leur nombre qui s'élève à 2,9%. Comme nous allons pouvoir l'observer dans la suite de l'étude, l'augmentation des dépenses effectuées en ligne par les consommateurs vaudois est un facteur structurel qui explique en partie la baisse générale des commerces constatée à l'échelle cantonale.

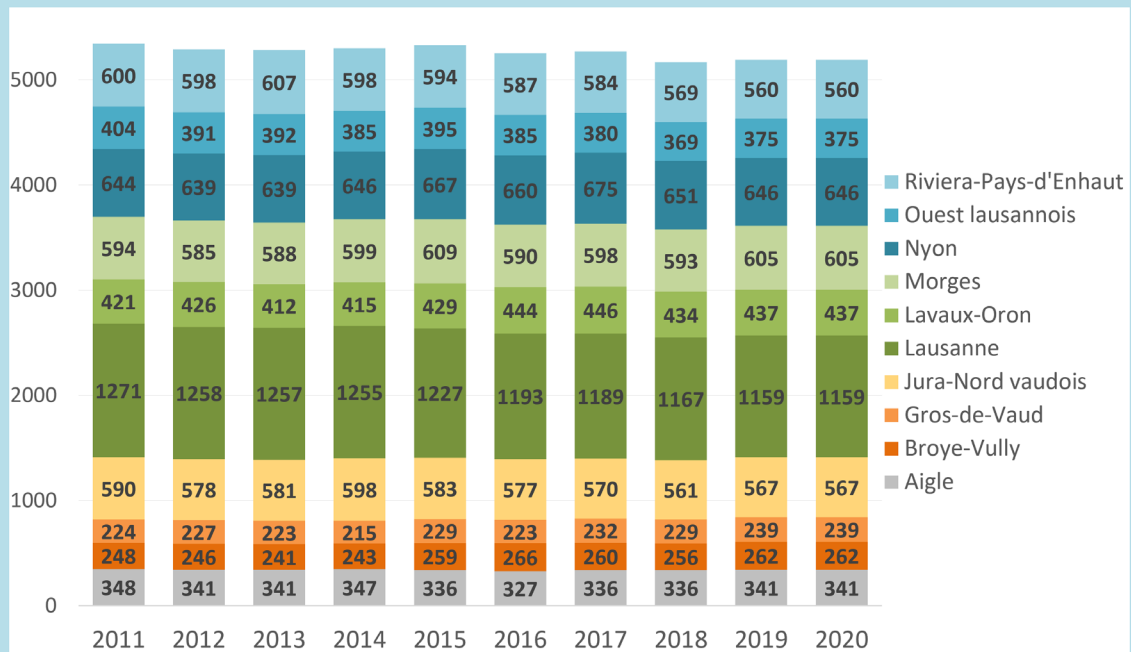


Graphique 16b: Vaud



Sources: CREA, Wüest Partner

Graphique 17: Evolution des commerces dans les districts vaudois



Sources: CREA, Wüest Partner

2.2 Selon le nombre de collaborateurs

Nous allons analyser maintenant l'évolution du nombre de commerces selon le nombre de collaborateurs, et cela pour chaque district vaudois. Dans les tableaux 2 et 3, nous avons classé les commerces dans quatre catégories comme suit : microentreprises (1 à 9 collaborateurs), petites entreprises (10 à 49 collaborateurs), moyennes entreprises (50 à 199 collaborateurs) et grandes entreprises (200 collaborateurs ou plus).

Nous nous concentrons ici uniquement sur l'analyse de la répartition par taille et par district selon le nombre de collaborateurs que l'on observe en 2020. Concernant l'analyse de la dynamique

nombre de commerces dans chaque district et au niveau cantonal, nous laissons le lecteur se référer au chapitre précédent.

Nous pouvons constater que les résultats des tableaux 2 et 3 sont cohérents avec les estimations obtenues au chapitre précédent. Les districts vaudois comptent une forte proportion d'établissements recourant à un nombre de collaborateurs inférieur à 10. A l'échelle du canton de Vaud, cette part s'élève 96,7% en 2020. Pour mémoire, la proportion de commerces d'une surface de vente inférieure à 1000 m² se monte à 98,3%.

Tableau 2: Tableau récapitulatif de la répartition des commerces selon le nombre de collaborateurs

District	Micros (1 à 9)	Petites (10 à 49)	Moyennes (50 à 199)	Grandes (200 et plus)
Aigle	97.0%	2.7%	0.3%	0.0%
Broye-Vully	95.5%	3.7%	0.7%	0.0%
Gros-de-Vaud	97.1%	2.9%	0.0%	0.0%
Jura-Nord vaudois	98.4%	1.6%	0.0%	0.0%
Lausanne	96.0%	3.4%	0.4%	0.2%
Lavaux-Oron	97.0%	2.8%	0.2%	0.0%
Morges	97.1%	2.7%	0.2%	0.0%
Nyon	95.8%	3.5%	0.5%	0.2%
Ouest lausannois	95.8%	2.6%	1.1%	0.5%
Riviera-Pays-d'Enhaut	97.8%	2.0%	0.2%	0.0%
Total Vaud	96.7%	2.8%	0.3%	0.1%

Sources : CREA, Wüest Partner, OFS

Tableau 3: Tableau récapitulatif du nombre de commerces selon la répartition du nombre de collaborateurs

District	Micros (1 à 9)	Petites (10 à 49)	Moyennes (50 à 199)	Grandes (200 et plus)	Total
Aigle	331	9	1	0	341
Broye-Vully	250	10	2	0	262
Gros-de-Vaud	232	7	0	0	239
Jura-Nord vaudois	558	9	0	0	567
Lausanne	1113	39	5	2	1159
Lavaux-Oron	424	12	1	0	437
Morges	588	16	1	0	605
Nyon	619	23	3	1	646
Ouest lausannois	359	10	4	2	375
Riviera-Pays-d'Enhaut	548	11	1	0	560
Total Vaud	5022	146	18	5	5191

Sources : CREA, Wüest Partner, OFS

3. Évolution du commerce de détail par secteur

Ce chapitre s'intéresse à l'évolution du commerce de détail par secteur dans le canton de Vaud sous deux angles différents, d'abord en termes de

nombre d'établissements et ensuite en termes de nombre d'emplois.

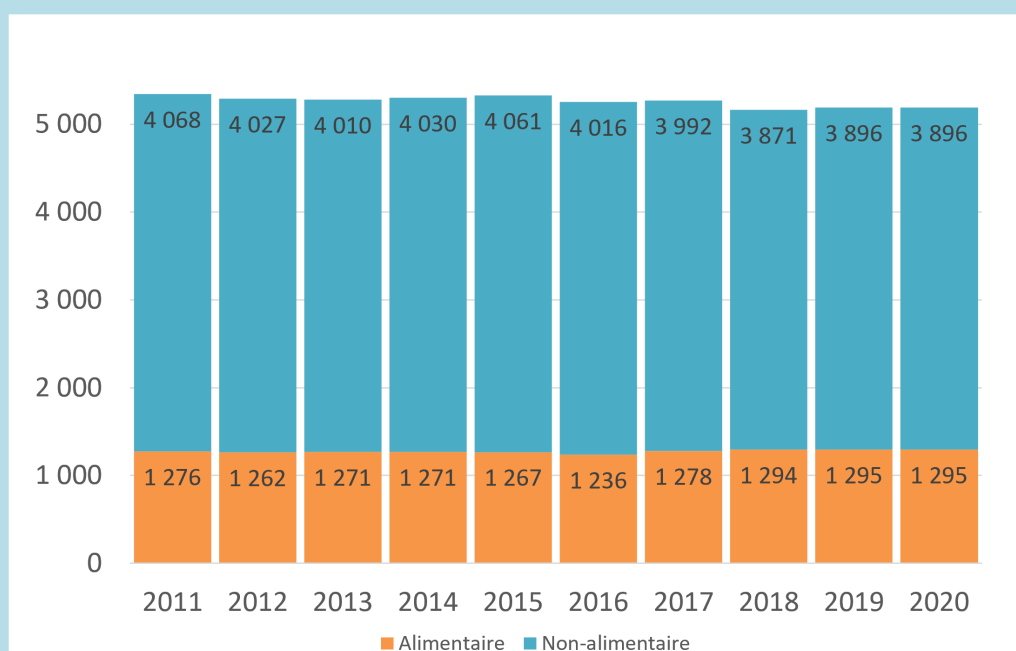
3.1 En termes d'établissements

Nous distinguons dans un premier temps le secteur alimentaire du secteur non-alimentaire. Le graphique 18 montre l'évolution du nombre de commerces dans ces deux secteurs. Sur l'ensemble de la période analysée, nous observons une diminution du nombre de commerces de 4,2% dans le secteur non-alimentaire, alors que le secteur alimentaire a bénéficié d'une hausse de 1,5%.

Nous observons par ailleurs une légère diminution du nombre de commerces en 2016 dans les deux secteurs. Cette diminution est cohérente avec nos conclusions du chapitre précédent concernant l'effet sur le commerce de détail de la forte appréciation du franc suisse qui a résulté de l'abandon du taux plancher par la Banque Nationale Suisse (BNS) en 2015. L'impact de cette décision sur le nombre d'établissements actifs dans le commerce de détail a pu être observé l'année d'après, à savoir en 2016. En raison d'une baisse de la demande générale, nous constatons donc une certaine latence de la part des entreprises et des

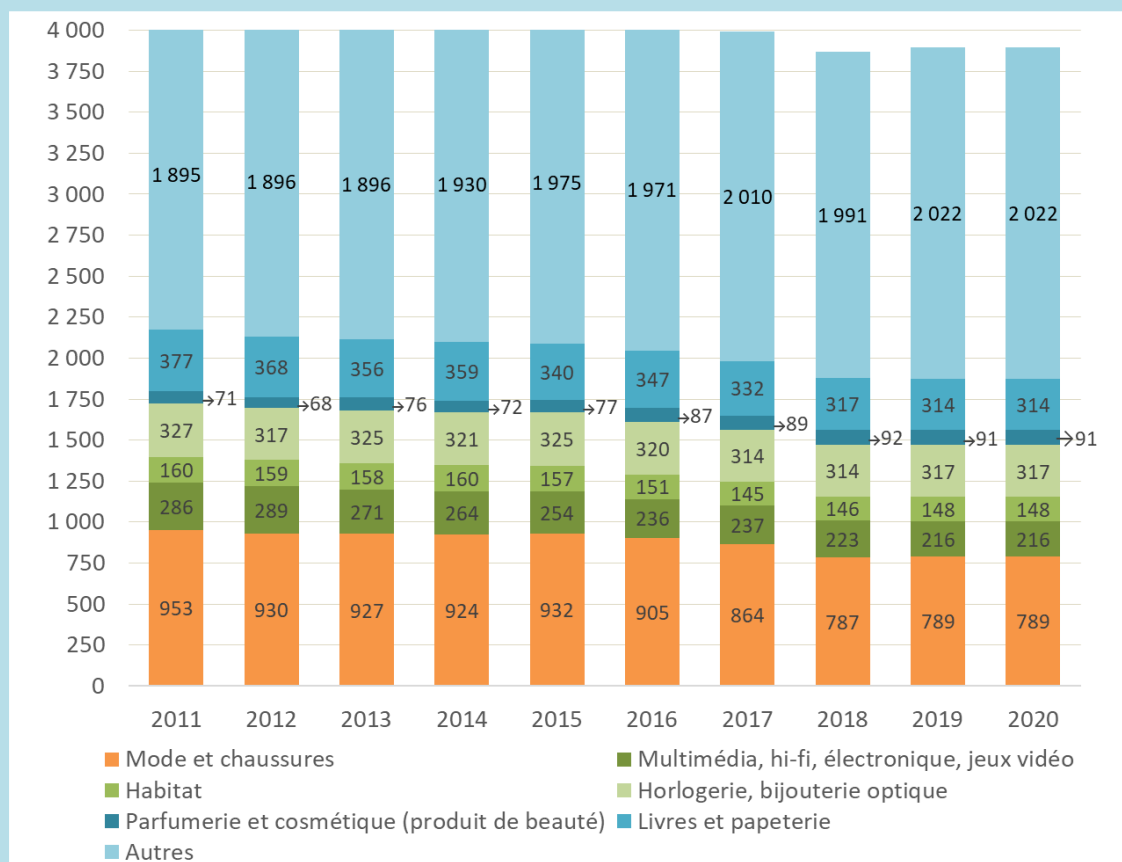
actions prises par celles-ci. En comparant le secteur alimentaire et le secteur non-alimentaire, nous remarquons que le premier ne semble que peu réagir à des chocs externes. Le nombre de commerces a en effet connu une hausse sur la période 2015-2020. Cette dynamique peut s'expliquer par le fait que l'alimentation représente un besoin fondamental des ménages et fait partie des biens de consommation incompressible. La demande de biens alimentaires est moins cyclique et donc moins affectée par les aléas de la conjoncture. Quant au secteur non-alimentaire, et malgré une tendance de fond à la baisse au niveau du nombre de commerces après 2015, nous constatons toutefois certaines variations d'une année à l'autre. En effet, après 2015, le nombre d'établissements dans ce secteur était en baisse, et ce jusqu'en 2018. La croissance du nombre de commerces que l'on constate à partir de 2019 est cohérente avec la reprise de la croissance économique en 2018.

Graphique 18: Evolution des établissements selon le secteur



Sources: OFS, Wüest Partner

Graphique 19: Evolution du nombre de commerce dans le secteur non-alimentaire



Sources: OFS, Wüest Partner

Nous divisons le secteur non-alimentaire en différents sous-secteurs afin d'analyser plus en détail l'évolution du nombre de commerces dans ce dernier. Nous retenons les sous-secteurs suivants : mode et chaussures, habitat (meubles, tapis, literie et bricolage), parfumerie et cosmétique, multimédia et électronique, horlogerie et bijouterie optique, livres et papeterie et autres. Les catégories de commerce de détail englobées dans ce dernier

Encadré 2 : Catégorie « Autres »

Nous utilisons la catégorie « Autres », faisant partie du secteur non-alimentaire, pour tout sous-secteur du commerce de détail qui ne répond pas aux critères des autres sous-secteurs sous revue. Étant donné cette définition négative de la catégorie, celle-ci regroupe un groupe hétérogène de sous-secteurs. Nous y retrouvons les supermarchés, les magasins de tabac, les distributeurs de carburant et les commerçants de biens d'occasion. Ont également été intégrés dans cette catégorie les commerces de détail de vélos, objets d'art, fleurs et animaux.

sous-secteur sont détaillées dans l'Encadré 2. Nous nous penchons maintenant sur l'analyse des résultats présentés au graphique 19 qui montre l'évolution du nombre de commerces dans les différents sous-secteurs non-alimentaires depuis 2011. Les chiffres relatifs à l'année 2020 ont été estimés en faisant l'hypothèse qu'il n'y a pas eu de création nette d'établissements entre 2019 et 2020. Nous avons donc repris les données relatives à l'année 2019. En analysant le graphique ci-dessus, nous remarquons une baisse du nombre d'établissements spécialisés dans le secteur de la mode et chaussures. Leur nombre est passé de 953 en 2011 à 789 en 2020, ce qui représente une baisse de 17,2%. Cette tendance baissière est certainement due à la forte augmentation des ventes en ligne d'articles vestimentaires (y compris les chaussures). Les résultats du chapitre suivant indiquent notamment une baisse marquée du commerce stationnaire au profit du commerce en ligne, en particulier dans le secteur non-alimentaire dont fait partie la branche de la mode et des chaussures. De plus en plus de consommateurs utilisent des boutiques en ligne telles que Zalando.ch pour effectuer leurs achats, ce qui entraîne une baisse de la fréquentation de points

de vente physiques. Cela a comme conséquence directe la fermeture de certains de ces commerces. On constate également une baisse du nombre d'établissements dans le secteur de multimédia, hi-fi, électronique et jeux vidéo, tout comme dans celui de l'habitat et celui des livres et de la papeterie. La contraction subie par le secteur électronique peut également s'expliquer par la hausse des ventes en ligne. En effet, il existe diverses plateformes spécialisées dans ce type de commerce vers lesquelles les consommateurs se sont énormément tournés. Nous pouvons en citer quelques-unes : Digitec.ch, Microspot.ch et Galaxus.ch. La baisse du nombre de commerces dans le secteur électronique a été de 24,5% entre 2011 et 2020 dans l'économie vaudoise. Cette contraction est encore plus marquée que celle du secteur d'habillement citée plus haut. En revanche, le secteur de l'horlogerie et bijouterie a bénéficié d'une certaine stabilité sur la période d'analyse ; leur nombre n'ayant pas varié beaucoup depuis 2011. En effet, sur chacune de ces neuf années, nous observons environ 300 commerces de ce genre dans l'économie vaudoise. Nous observons tout de même une diminution globale de 3,1% entre 2011 et 2020. Les deux seuls secteurs qui montrent une croissance du nombre de commerces

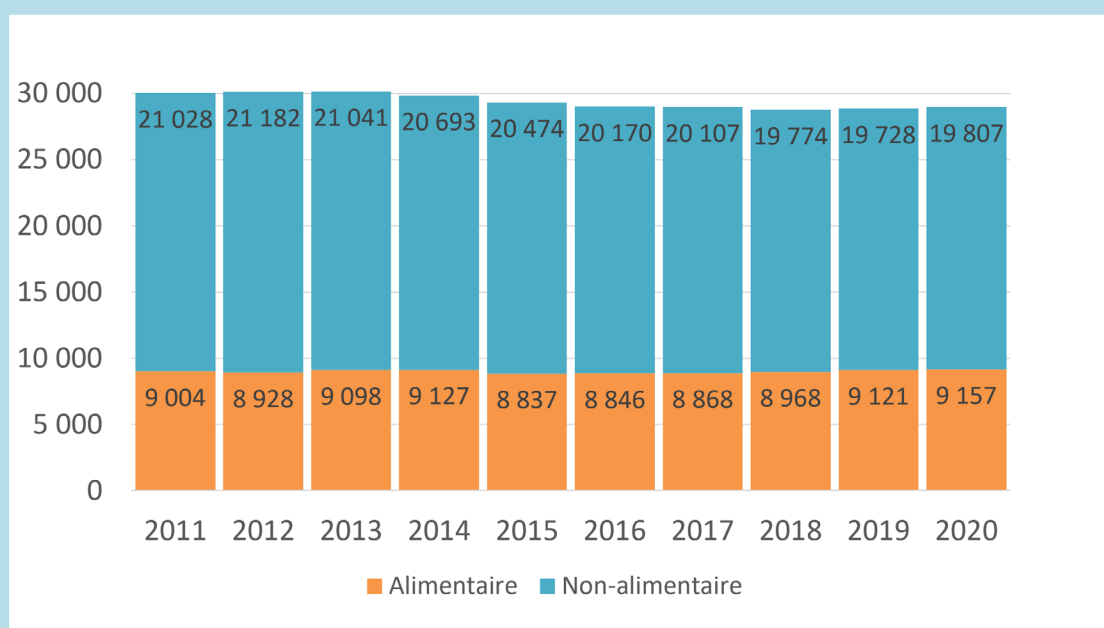
depuis 2011 sont celui de la parfumerie et cosmétique et celui qui regroupe toutes les autres catégories (« Autres »). En ce qui concerne la parfumerie et la cosmétique, le nombre de commerces dans le canton de Vaud reste faible. Nous comptons 91 établissements en 2020. Toutefois, leur nombre est en croissance depuis 2011 (+28,2%). Étant donné l'importance qu'accordent les consommateurs aux conseils personnalisés dans ce domaine et le besoin d'être physiquement présent afin de tester les produits, la vente de ces produits en ligne semble être moins substituable à la vente stationnaire. Concernant les commerces regroupés sous la catégorie des « Autres », nous observons que cette dernière est la plus importante en termes d'établissements. On en dénombre avec 2'022 en 2020, ce qui représente une hausse de 6,7% depuis 2011. Étant donné la diversité des catégories de produits que l'on peut retrouver dans ce secteur, il est compliqué de mener une analyse précise. Cependant, en regardant de plus près certains des secteurs qui en font partie, nous pouvons imaginer que le remplacement de commerces par des boutiques en ligne est difficilement envisageable. Cela est le cas notamment pour les commerçants d'animaux, de carburants ou d'objets d'art

3.2 En termes d'emploi

Nous étudions dans cette partie l'évolution de l'emploi dans le commerce de détail de l'économie

vaudoise en nous concentrant tout d'abord sur les différences entre les secteurs alimentaire et non-

Graphique 20: Evolution des emplois selon le secteur



Sources: OFS

alimentaire. Comme pour le nombre de commerces, les emplois dans le secteur alimentaire sont restés stables depuis 2011 (voir graphique 20). Nous constatons une faible hausse de 1,7% de ceux-ci entre 2011 et 2020. Nous observons toutefois une légère contraction en 2015, certainement en raison du choc de taux de change causé par l'abandon du taux plancher par la BNS en janvier de cette même année. Il est intéressant de noter la hausse des emplois dans le secteur alimentaire entre 2018 et 2019(+1,7%). Cette dernière peut être considérée comme relativement importante car elle est de même ampleur que sur la période 2011-2020.

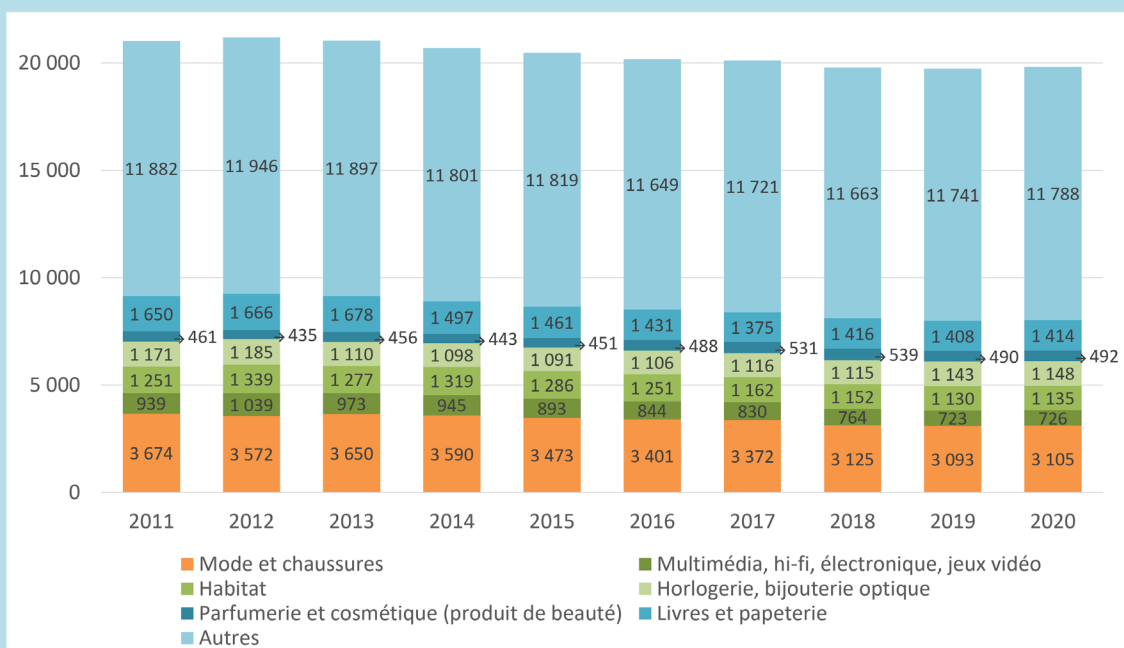
La situation est différente lorsque nous analysons l'évolution du nombre d'emplois dans le secteur non-alimentaire. En effet, après une légère hausse entre 2011 et 2012 de 0,7%, nous remarquons une décroissance constante jusqu'en 2019. La tendance est quelque peu différente de celle observée en terme du nombre de commerces. Le commerce en ligne peut à nouveau expliquer la baisse du nombre d'emplois. Par rapport aux boutiques physiques, où une présence permanente de personnel est nécessaire et fondamentale pour le bon fonctionnement de ces commerces, un nombre moins élevé d'employés est nécessaire dans les boutiques en ligne. Nous pouvons également imaginer que les entreprises, confrontées avec une demande plus faible, vont initialement réduire leurs coûts, et donc leurs effectifs, avant de décider de fermer leurs commerces. Cela pourrait être la

raison pour laquelle le nombre de commerces est resté plutôt stable les années où le nombre d'emplois est en baisse. Nous pouvons enfin imaginer qu'une hausse de la productivité des entreprises, et surtout de leur personnel, pourrait être la cause de la diminution des emplois dans le secteur non-alimentaire. Nous observons, par exemple, de plus en plus de systèmes de caisses « self-checkout ».

Nous allons maintenant nous intéresser de plus près à l'évolution des emplois dans le secteur non-alimentaire et, plus précisément, à leur évolution dans ses différents sous-secteurs. Les sous-catégories analysées sont les mêmes que celles retenues pour l'analyse de l'évolution du nombre de commerces. En particulier, la catégorie « Autres » comprend plusieurs sous-catégories différentes, dont une brève explication peut être retrouvée à l'Encadré 2.

Comme nous pouvons le voir au graphique 21, le secteur de la mode est le deuxième plus important en termes d'emplois. Il représente 15,7% des emplois du secteur non-alimentaire en 2020. Tout comme pour le nombre d'établissements dans ce sous-secteur, le nombre d'emplois est en baisse depuis 2011 (-15,5% entre 2011 et 2020). Pour comprendre cette dynamique, nous pouvons nous servir des mêmes arguments que ceux utilisés pour le nombre de commerces. L'augmentation de l'utilisation de boutiques en ligne, telles que Zalando.ch, permet au processus de production d'être moins intensif en personnel. L'augmentation

Graphique 21: Evolution des emplois dans le secteur non-alimentaire



Sources: OFS

de la productivité du personnel est également un facteur qui explique le besoin moins prononcé de personnel. Une baisse de la demande dans les commerces est donc accompagnée d'une baisse de l'emploi.

Le secteur de l'électronique (Multimédia, hi-fi, électronique, jeux vidéo) a également connu une baisse marquée de ses emplois entre 2011 et 2020 (-22,7%). Nous pouvons encore une fois mettre en avant l'augmentation de l'utilisation de boutiques en ligne, telles que Digitec.ch, Microspot.ch et Galaxus.ch, pour expliquer cette tendance à la décroissance.

Le secteur de l'habitat a aussi connu une baisse prononcée du nombre d'emplois (-9,3%), probablement due à la disponibilité de ce genre de produits dans les boutiques en ligne.

Quant au secteur de l'horlogerie et bijouterie optique, le nombre de ses emplois est resté assez stable pendant la période analysée. Nous constatons toutefois une baisse de 2.0% mais qui reste faible comparée aux autres secteurs. Nous pouvons imaginer que les consommateurs de ce secteur valorisent le conseil personnalisé en boutique. Il s'agit d'ailleurs de produits d'une gamme de prix élevé, ce qui les rend moins enclins à les acheter sur des plateformes en ligne.

À l'inverse des autres secteurs, celui de la parfumerie et de la cosmétique a connu une hausse du nombre d'emplois (+6,7% entre 2011 et 2020). Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'achat de ce type de produit demande des conseils personnalisés, ceux-ci étant le plus souvent prodigués en magasin. La hausse pourrait

également être en partie expliquée par l'intérêt de plus en plus prononcé des consommateurs pour ce type de produit. En effet, nous observons de plus en plus de publicités et de blogs faisant la promotion des produits de cette industrie.

Du côté du secteur des livres et de la papeterie, nous constatons une contraction marquée du nombre d'emplois depuis 2011 (-14,3%). Nous pouvons facilement imaginer que beaucoup de consommateurs utilisent désormais les boutiques en ligne pour faire leurs achats de livres et autres produits. L'apparition de « livres électroniques », tel que le Kindle commercialisé par Amazon, peut expliquer une baisse de la demande des livres en format papier, ce qui aurait pour conséquence une diminution encore plus prononcée des emplois dans les commerces actifs dans ce secteur.

Enfin, nous observons que le nombre d'emplois est resté stable dans le secteur « Autres » sur la période 2011-2020 (-0,8%). Cette catégorie est également la plus importante en termes d'emplois. Elle représente environ 41% des emplois dans le secteur du commerce de détail vaudois en 2020. Étant donné la diversité des produits englobés dans cette catégorie, il nous est difficile de dégager des tendances et des conclusions claires.

A noter que nous avons également réalisé une analyse sectorielle similaire de l'évolution du nombre d'emplois exprimés en équivalents plein temps (EPT). Comme le montrent les graphiques 1A et 2A en Annexe, leur nombre diffère de celui des emplois « bruts », mais la tendance de fond reste identique.

4. Évolution du commerce en ligne et du commerce stationnaire

Ce chapitre analyse l'évolution du commerce en ligne et du commerce stationnaire dans le canton de Vaud. Pour cela, nous utilisons les données de transaction par carte de débit et de crédit obtenues de la société Worldline. Ces informations sont disponibles à partir de l'année 2011 et mesurent les dépenses en francs suisses effectuées par les détenteurs de carte dans un point de vente ou dans un établissement en ligne situé dans le canton de Vaud.

Nous allons commencer notre analyse en montrant l'évolution du chiffre d'affaires en ligne et stationnaire. Nous avons calculé, pour chaque année sous revue, la part des montants transigés en ligne par rapport au montant total des transactions dans le secteur du commerce de détail. Nous appliquons ensuite les parts calculées aux chiffres d'affaires du commerce de détail dans le canton de Vaud afin d'obtenir le chiffre d'affaires annuel du commerce en ligne. La partie restante du chiffre d'affaires cantonal est donc attribuée au commerce stationnaire.

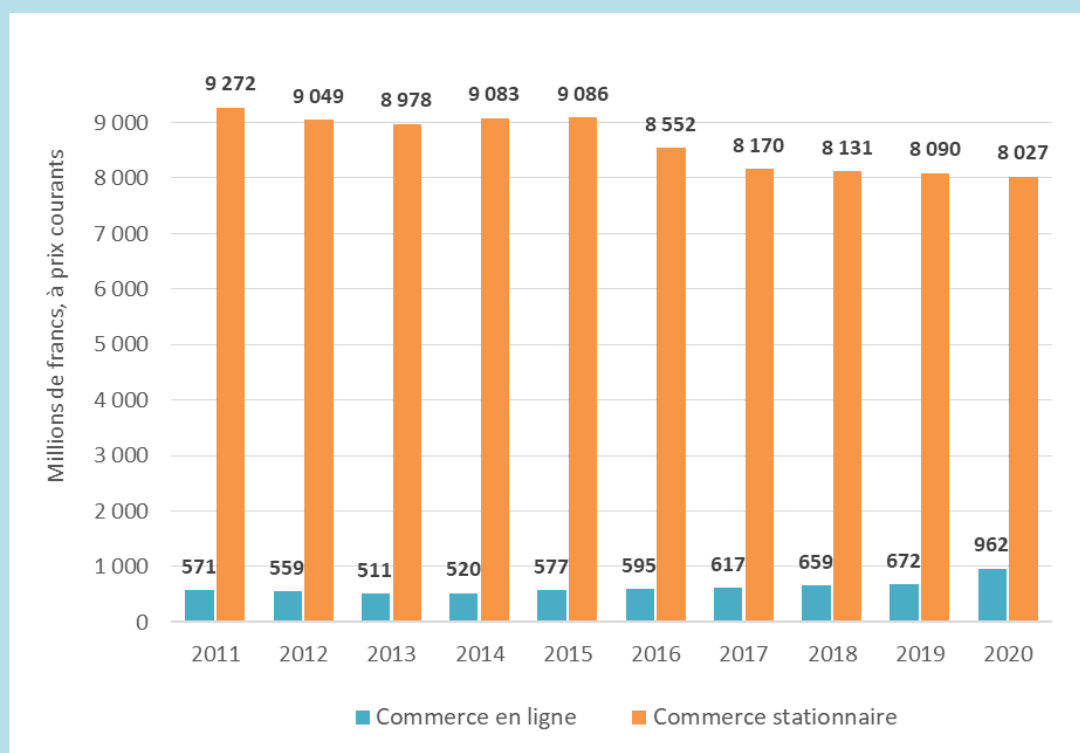
Nous observons une tendance à la hausse du commerce en ligne dans le canton de Vaud dont le

chiffre d'affaires est estimé à 962 millions de francs suisses en 2020 (voir graphique 22). Cela correspond à une augmentation de 68,5% depuis 2011. Sur la même période, le commerce stationnaire connaît une tendance inverse et s'est réduit de 13,4% pour atteindre 8'027 millions en 2020. Nous constatons également que la baisse s'est accélérée depuis 2015, l'année durant laquelle la BNS a décidé de supprimer le taux plancher face à l'euro.

La pandémie de Covid-19 a donné un net coup d'accélérateur au commerce en ligne qui a connu une hausse de 43,2% sur la seule année 2020, alors que le chiffre d'affaires du commerce stationnaire a quant à lui très légèrement reculé (-0,8%). Tous les secteurs ont été affectés par la crise sanitaire.

Le chiffre d'affaire du commerce en ligne alimentaire est passé de 275 millions de francs en 2019 à 411 millions, soit une augmenté de près de 50%, bien que ce secteur n'ait pas été contraint par l'obligation de fermeture de commerces durant la pandémie. On observe également une forte croissance du chiffre d'affaires du commerce en ligne non-alimentaire (38,8%) qui a atteint, selon

Graphique 22: Evolution du chiffre d'affaires en ligne et stationnaire

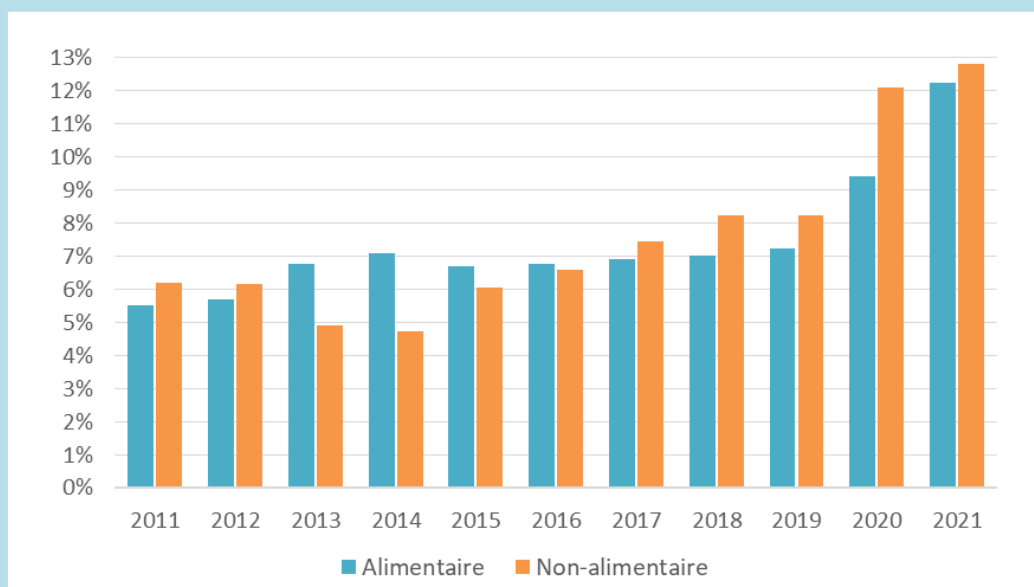


Sources: Worldline, CREA

nos estimations, 551 millions de francs en 2020 (contre 397 millions en 2019). L'augmentation du commerce en ligne peut s'expliquer facilement par des facteurs en lien avec la pandémie. En premier lieu, et surtout pendant les premiers mois de confinement, les conséquences sanitaires liées au coronavirus n'étaient pas encore connues. La peur de contracter le virus a certainement eu pour conséquence qu'une grande partie de la population ne souhaitait plus se rendre dans les commerces afin de faire ses courses. De nombreux ménages se sont donc tournés vers les alternatives qui leurs étaient offertes, dont la commande en ligne de produits alimentaires et leur livraison à domicile. Nous pouvons également citer les quarantaines. Les personnes atteintes du coronavirus, ainsi que celles ayant été en contact avec des personnes testées positives au virus, devaient se mettre en quarantaine pendant plusieurs jours. À défaut de trouver une alternative, ces personnes ont également dû opter pour des commandes en ligne impliquant une livraison à domicile de leurs courses. Nous allons maintenant nous intéresser à l'évolution des parts du commerce en ligne dans le secteur alimentaire et le secteur non-alimentaire. Comme nous pouvons le constater au graphique 23, ces parts sont en forte croissance dans les deux

secteurs depuis 2019. Nous constatons que la plus forte progression a eu lieu en 2020 où la part du commerce en ligne alimentaire a augmenté de 29,8% par rapport à son niveau de 2019, alors que celle du commerce en ligne non-alimentaire a augmenté de 46,7%. Une hausse de la part du commerce en ligne alimentaire de même ampleur a été enregistrée entre 2020 et 2021 ; celle-ci ayant augmenté de 30,3%. En revanche, la part du commerce en ligne non-alimentaire n'a progressé que légèrement entre 2020 et 2021, enregistrant une croissance de 5,9%. L'utilisation de plus en plus forte des boutiques en ligne, ou « e-commerces », est liée à la dépendance grandissante d'internet et des moyens digitaux. Le nombre de commerces qui offrent leurs biens en ligne, exclusivement ou non, est en augmentation. Il est en outre de plus en plus facile pour les consommateurs d'effectuer des transactions en ligne, celles-ci pouvant être non seulement effectuées par carte de crédit, mais également par carte de débit, PayPal, ApplePay ou même en réglant la facture en format papier ultérieurement. Tous ces facteurs combinés au fait qu'aucun déplacement du consommateur n'est nécessaire, expliquent la croissance structurelle du commerce en ligne.

Graphique 23: Evolution des parts du commerce en ligne



Sources: Worldline, CREA

5. Évolution du tourisme d'achat

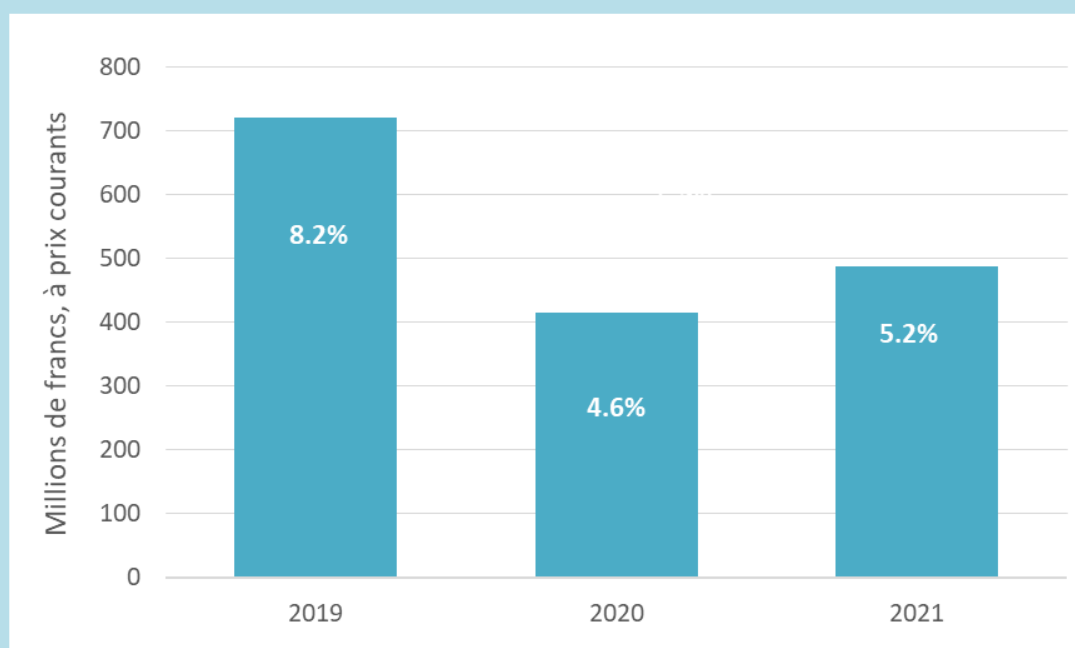
Nous allons étudier dans ce chapitre l'évolution du tourisme d'achat hors Suisse des consommateurs vaudois. Afin de quantifier l'importance du tourisme d'achat dans le canton de Vaud, nous combinons des données de transaction par carte de débit de Worldline et SIX disponibles sur le site internet Monetary Consumption Switzerland (<https://monitoringconsumption.com>) avec des statistiques de la Banque Nationale Suisse (BNS) sur les paiements réalisés par différents moyens (par carte de crédit et débit ou en espèce). Les informations sur les dépenses en francs suisses effectuées en Suisse et à l'étranger par les détenteurs de carte de débit résidant en Suisse ne sont disponibles qu'à partir de l'année 2019, raison pour laquelle nous limitons notre analyse à la période récente. Par ailleurs, nous supposons que le tourisme d'achat ne concerne que les dépenses faites dans les pays limitrophes à la Suisse, soit la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche.

Selon nos estimations, les dépenses effectuées par les consommateurs vaudois à l'étranger s'élèvent en 2019 à 8.2% de celles réalisées dans le canton, ce qui correspond à un montant de 721 millions de francs suisses. Ce résultat constitue selon toute vraisemblance une borne inférieure dans la mesure

où les informations ne sont disponibles que pour la Suisse dans son ensemble et qu'il est probable que les ménages vaudois effectuent plus fréquemment leurs achats à l'étranger en raison de la proximité géographique du canton avec la France.

Le graphique 24 montre que le tourisme d'achat s'est réduit de 42,5% en 2020, passant ainsi de 721 millions de francs suisses en 2019 à 415 millions. Cette chute peut être attribuée aux mesures de restrictions prises par les gouvernements pour limiter la propagation de la pandémie de Covid-19. A la suite des premiers cas détectés en Suisse fin février 2020, le Conseil fédéral a mis en place un certain nombre de mesures visant à favoriser la distanciation sociale. Parmi ces mesures figure la fermeture des frontières, empêchant donc les résidents suisses de faire des achats dans les pays étrangers, y compris les pays limitrophes. De plus, une certaine crainte d'être infectée s'est installée dans la population, ce qui a également pu contribuer à une limitation des déplacements à l'étranger, même lorsque les frontières n'étaient pas fermées. Il est donc parfaitement logique d'observer une baisse du tourisme d'achat lors de cette année. L'année 2021 est marquée par une reprise du tourisme d'achat mais sans atteindre son

Graphique 24: Achats effectués à l'étranger par les Vaudois



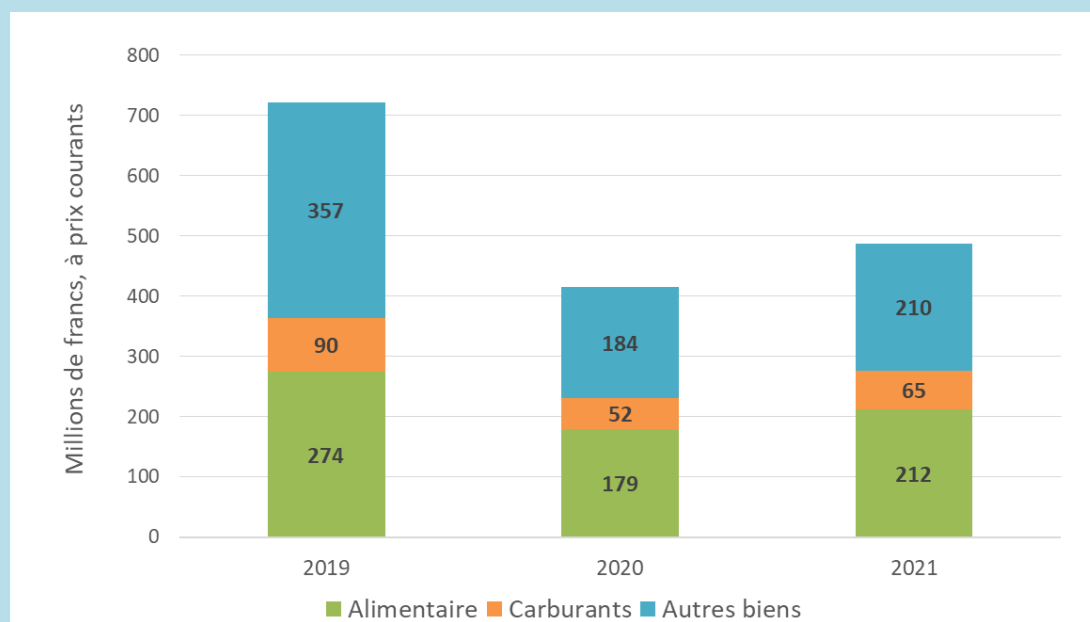
Sources: CREA, Monitoring Consumption Switzerland, BNS

niveau pré-Covid. Le montant des achats effectués à l'étranger se monte à 487 millions de francs suisses en 2021, soit une hausse de 17,4% par rapport à 2020.

Nous concentrons maintenant notre analyse sur l'évolution du tourisme d'achat dans les différentes catégories de transaction, selon le type de bien vendu : commerce de détail alimentaire (NOGA 4711 et 472), commerce de détail de carburants (NOGA 473) et commerce de détail en lien avec d'autres types de biens (NOGA 4719 et NOGA 474-479). Cette dernière catégorie comprend tout produit qui ne peut être attribué aux deux autres

catégories. La forte contraction du tourisme d'achat en 2020 s'observe dans toutes les catégories de biens (voir graphique 25). L'alimentaire est la catégorie dont le tourisme d'achat a le mieux résisté. Les achats effectués dans les pays limitrophes par les ménages vaudois sont passés de 274 millions de francs suisses en 2019 à 179 millions en 2020, soit une baisse de 34,7% (contre 42,5% pour l'ensemble du secteur du commerce de détail). La contraction est plus marquée pour les carburants en 2020 mais la reprise demeure plus dynamique en 2021.

Graphique 25: Evolution des achats effectués à l'étranger par catégorie par les Vaudois



Sources: CREA, Monitoring Consumption Switzerland, BNS

Conclusion

Les résultats de cette étude permettent de tirer les trois conclusions suivantes. Tout d'abord, nous avons constaté que les mouvements d'appréciation du franc suisse ont eu des impacts considérables sur le secteur du commerce de détail dans le canton de Vaud. Le franc fort a conduit à une nette diminution de la demande locale au profit du tourisme d'achat, surtout à la suite de l'abandon du taux plancher par la BNS en 2015. Il a notamment entraîné des répercussions négatives importantes sur le chiffre d'affaires du commerce de détail, comme nous avons pu le voir au Chapitre 2. L'emploi a également souffert, mais dans une moindre mesure. Il est probable qu'en présence d'une baisse de la demande, les entreprises essaient dans un premier temps de réduire leurs coûts en réduisant les nouvelles embauches et en encourageant les départs volontaires. C'est uniquement dans un second temps, lorsque la faiblesse de la demande persiste, que les entreprises procèdent à des licenciements, réduisant ainsi le niveau d'emploi. Il est également à noter que ce sont les plus petits commerces qui souffrent davantage en cas de chocs négatifs de demande. Ceux-ci doivent fermer boutique plus rapidement que les entreprises de plus grande taille. Cette observation se reflète dans l'augmentation constante de la surface de vente depuis 2011 dans un contexte de baisse du chiffre d'affaires et du niveau d'emploi.

Ensuite, notre analyse menée au Chapitre 5 a permis de montrer que la pandémie de Covid-19 a donné un net coup d'accélérateur aux tendances de fond observées dans la place qu'occupe le commerce en ligne dans le secteur. La pandémie a

en effet énormément affecté le commerce de détail par des changements d'habitude de consommation des ménages vaudois. Nous avons en effet constaté une explosion du commerce en ligne en 2020. Les consommateurs suisses et vaudois, par peur ou par interdiction de se déplacer hors de chez eux, ont eu davantage recours aux boutiques en ligne pour effectuer leurs achats, que ce soit dans le secteur alimentaire ou non alimentaire. Ceci s'est fait au détriment du commerce stationnaire vaudois qui a vu son chiffre d'affaires légèrement se contracter. Ces nouvelles habitudes de consommation combinées à une augmentation continue de l'offre en ligne suggèrent que ce phénomène n'est pas temporaire et va s'inscrire dans la durée. Le commerce en ligne dans le secteur devrait en effet encore gagner du terrain dans les années à venir.

Enfin, nos résultats du Chapitre 6 ont permis de mettre en évidence qu'après une très forte diminution en 2020, le volume d'achats effectués à l'étranger par les consommateurs vaudois a certes connu une hausse en 2021 mais n'a pas encore atteint son niveau pré-Covid. La fermeture des frontières a contraint les consommateurs suisses et vaudois à faire leurs achats sur le territoire national, ce qui a eu pour conséquence de freiner drastiquement le tourisme d'achat. Il est encore trop tôt pour déterminer dans quelle mesure ces changements dictés par la pandémie ont modifié de manière durable les habitudes des consommateurs en faveur d'une consommation plus locale. A n'en pas douter, l'évolution du tourisme d'achat dans les prochaines années nous aidera à y voir plus clair.

Annexes

Tableau A1 - Poids du commerce de détail en termes de chiffres d'affaires dans l'économie vaudoise en 2020

Code NOGA	Branches	Chiffre d'affaires	Poids relatif au commerce de détail
NOGA 47	Commerce de détail	8'989	1.00
NOGA 41-43	Construction	5'824	1.54
NOGA 5-33	Industrie	21'158	0.42

Tableau A2 - Poids du commerce de détail en termes de valeur ajoutée brute dans l'économie vaudoise en 2020

Code NOGA	Branches	Valeur ajoutée brute	Poids relatif au commerce de détail
NOGA 47	Commerce de détail	2'331	1.00
NOGA 1-3	Agriculture, sylviculture et pêche	572	4.08
NOGA 64-66	Activités financières et d'assurance	3'904	0.60
NOGA 41-43	Construction	2'602	0.90
NOGA 5-33	Industrie	7'604	0.31

Tableau A3 – Poids du commerce de détail en termes d'emplois et d'équivalents plein temps (EPT) dans l'économie vaudoise en 2020

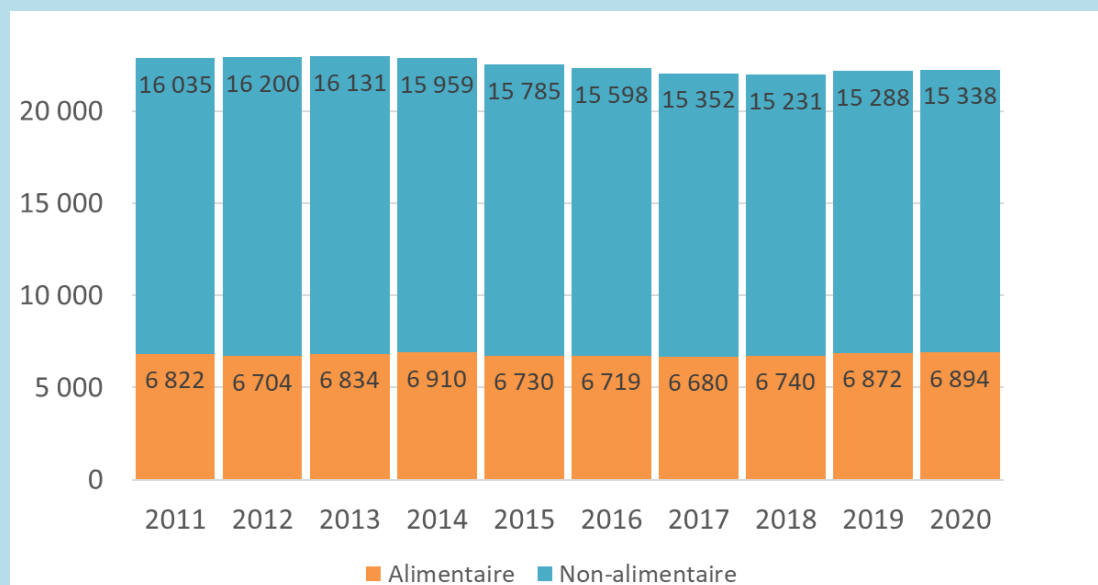
Code NOGA	Branches	Emplois	Equivalents plein temps (EPT)	Emplois: Poids relatif du commerce de détail	EPT: Poids relatif du commerce de détail
NOGA 47	Commerce de détail	28'976	22'232	1.00	1.00
NOGA 1-3	Agriculture, sylviculture et pêche	13'455	9'257	2.15	2.40
NOGA 64-66	Activités financières et d'assurance	17'931	15'176	1.62	1.46
NOGA 41-43	Construction	29'810	27'914	0.97	0.80
NOGA 5-33	Industrie	40'596	37'554	0.71	0.59

Tableau A4 – Tableau récapitulatif des principales variables relatives au commerce de détail dans le canton de Vaud

Année	Emplois	Chiffre d'affaires	Commerces	Population	Surface de vente
2011	30 032	9 842	5 344	725 944	1 278 686
2012	30 110	9 608	5 289	734 356	1 279 234
2013	30 139	9 489	5 281	749 373	1 286 318
2014	29 820	9 602	5 301	761 446	1 304 788
2015	29 311	9 663	5 328	773 407	1 315 419
2016	29 016	9 147	5 252	784 822	1 328 023
2017	28 975	8 787	5 270	793 129	1 334 242
2018	28 742	8 790	5 165	799 145	1 350 805
2019	28 849	8 762	5 191	805 098	1 362 683
2020	28 964	8 989	5 191	814 762	1 376 788

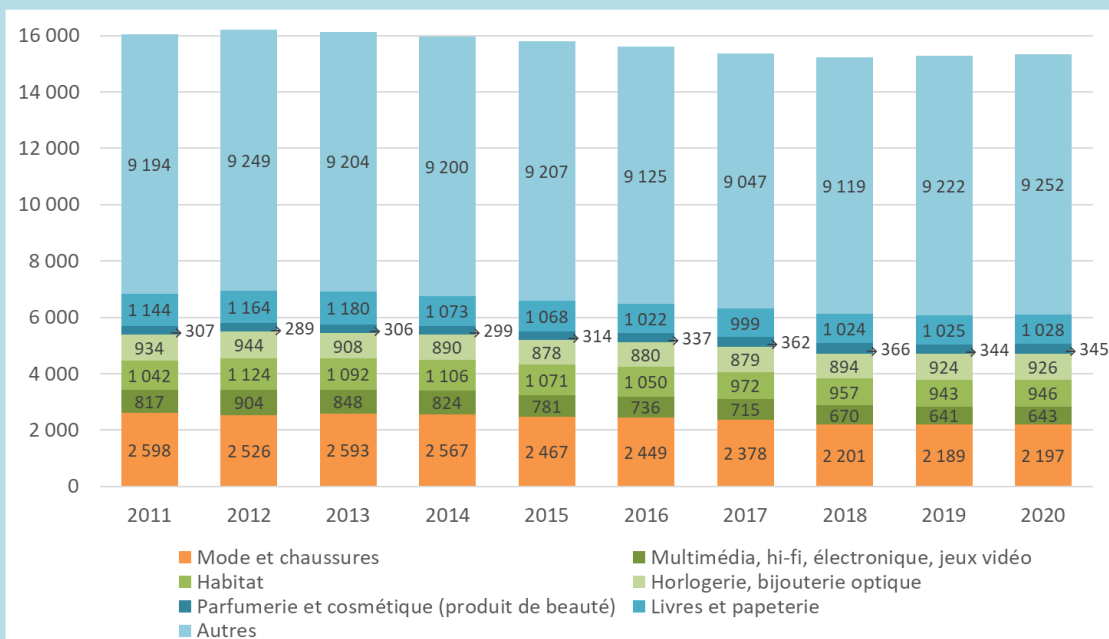
Sources : CREA, Wüest Partner, OFS

Graphique 1A: Evolution des équivalents plein temps (EPT) selon le secteur



Sources: OFS

Graphique 2A: Evolution des équivalents plein temps (EPT) dans le secteur non-alimentaire



Sources: OFS